



24.082

**Für eine soziale Klimapolitik -  
steuerlich gerecht finanziert  
(Initiative für eine Zukunft).  
Volksinitiative****Pour une politique climatique sociale  
financée de manière juste fiscalement  
(initiative pour l'avenir).  
Initiative populaire***Fortsetzung – Suite*

## CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.03.25 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.03.25 (FORTSETZUNG - SUITE)

**Präsidentin** (Riniker Maja, Präsidentin): Wir fahren mit der Beratung der Volksinitiative "für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)" fort.

**Kamerzin** Sidney (M-E, VS): Cette initiative part de l'idée que l'héritage est injuste, parce qu'il crée une différence entre les enfants pour partir dans la vie, certains recevant un héritage et d'autres n'en recevant pas, ce qui crée une inégalité des chances dans la vie. Toutefois, en réalité, ce n'est pas l'héritage qui est injuste, c'est bien l'impôt sur l'héritage qui est injuste, parce qu'il créerait une inégalité entre les contribuables. En effet, il provoquerait une fuite des contribuables. Comme mon collègue Vincent Maitre l'a dit, dans le canton de Genève par exemple, 3 pour cent des contribuables payent 80 pour cent de l'impôt sur la fortune. Dès lors, cette initiative entraîne le risque de faire fuir tous ces contribuables à l'étranger. Quel en serait le résultat? Ce serait de faire retomber l'effort fiscal sur la classe moyenne et sur les plus petits revenus. En définitive au lieu d'aller dans un sens d'égalité de la collectivité, vous allez faire porter la charge fiscale à la classe moyenne, encore plus qu'aujourd'hui. Ce risque de fuite créerait donc des distorsions.

En outre, avec l'impôt sur les successions, vous payez deux fois l'impôt. Vous le payez une première fois sur la fortune et le revenu et vous le payez encore une seconde fois lors de la transmission du patrimoine successoral; cela crée aussi une double imposition injustifiable.

Pour les PME, pour les entreprises, ceux-là mêmes qui soutiennent aujourd'hui cette imposition avaient soutenu la facilitation des transmissions d'entreprises pour éviter le démantèlement des entreprises. Or, quand on sait qu'avec un parc de véhicules ou avec de l'immobilier, le bilan d'une entreprise se monte assez facilement à 50 millions de francs, une telle imposition met en péril la survie de l'entreprise et risque d'entraîner un démantèlement et une vente d'une partie de l'entreprise. Cela porterait donc atteinte à nos PME et à notre économie.

Il y a aussi l'argument de la concurrence fiscale qui est sorti. Il y a quelques cantons qui appliquent l'imposition, notamment en ligne directe ou entre époux. Une façon de rectifier la concurrence fiscale en Suisse serait plutôt de supprimer complètement l'impôt dans tous les cantons pour les descendants et le conjoint plutôt que d'appliquer un taux d'imposition dans ce degré aussi proche de famille.

Enfin, c'est injuste au niveau du fédéralisme, parce qu'il existe des particularités locales. Aujourd'hui, cet impôt relève d'une compétence cantonale. C'est une intrusion dans le fédéralisme, et c'est la raison aussi pour laquelle la plupart des cantons – ou tous – rejettent cette initiative.

Créer les conditions pour une égalité entre les personnes ne se fera pas en s'attaquant au patrimoine qui pourrait être transmis aux descendants ni en partant de l'idée que l'héritage est injuste. Créer les conditions d'une égalité pour tout le monde – égalité des chances, égalité de situation –, passe par l'éducation, passe par la formation, mais cela ne passe pas par une privation des biens de familles, d'entreprises, qui ont été constitués pendant toute une vie et qui seraient ponctionnés avec des taux d'imposition confiscatoires par la



collectivité.

Je vous remercie de recommander le rejet de ce texte sans y opposer de contre-projet.

**Egger Mike** (V, SG): Lassen Sie mich eines klarstellen: Diese Juso-Umverteilungsinitiative ist nichts weiter als ein alter Hut mit einem Hauch von Marxismus, was für die links-grüne Politik in diesem Bereich typisch ist. Wir hatten auf nationaler Ebene schon einmal eine Abstimmung über eine Erbschaftssteuer-Initiative, sie wurde mit über 71 Prozent Nein-Stimmen klar abgelehnt. Die Idee war damals schlecht, und sie ist heute nicht unbedingt besser geworden. Es ist offensichtlich, dass man einmal mehr versucht, unter dem Deckmantel der Umweltpolitik oder des Klassenkampfes eine Erbschaftssteuer einzuführen. Man möchte den Menschen in diesem Land ein schlechtes Gewissen machen. Geld verdienen ist ohnehin verboten, Fleisch konsumieren ist eine Sünde und schöner wohnen soll sowieso untersagt werden, wenn es nach den Juso geht.

Das zeigt einfach sehr klar auf: Diese Initiative ist in der Praxis sehr, sehr wirtschaftsschädlich. Es klingt wahnsinnig gut, Nachlässe über 50 Millionen Schweizerfranken mit 50 Prozent zu besteuern. Aber in der Praxis bedeutet das für mittelständische Unternehmungen, dass sie nicht mehr an die nächste Generation übergeben werden können. Das führt zu extremen Problemen. Es ist eigentlich nichts anderes als Sozialismus pur, was hier gefordert wird.

Wenn wir in die Vergangenheit schauen, sehen wir, dass derartige Umverteilungsaktionen noch nie zu mehr Wohlstand geführt haben, im Gegenteil, sie haben den Wohlstand vernichtet. Man macht mit dieser Initiative auch nichts Positives für die Umwelt, wie es die Initianten fordern. Vielleicht gibt es etwas mehr Geld, aber das Geld muss langfristig ja irgendwoher kommen. Und wenn man unsere KMU angreift, wenn man nicht mehr sicherstellt, dass dort die Nachfolge geregelt werden kann, dann wird das Geld irgendwann ausgehen – das Geld, das für eine vernünftige Umweltpolitik wichtig ist.

In diesem Rat debattieren wir oft über diese Themen. Wir haben klare Strategien für eine vernünftige Umweltpolitik verabschiedet, die eben auch finanzierbar ist. Hier müssen wir schon schauen, dass wir nicht überborden und irgendwelche Luftschlösser bauen, sondern dass wir klare Strategien forcieren. Darum sagen wir klar Nein zu dieser Initiative. Sie ist am Schluss das Papier nicht wert, auf dem sie gedruckt wurde.

Darum bitte ich Sie, diese Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

**Mahaim Raphaël** (G, VD): Beaucoup de choses ont déjà été dites dans ce débat. J'aimerais revenir sur un ou deux éléments, d'abord sur la question fondamentale de l'imposition des successions. Beaucoup d'entre vous, dans cet hémicycle, ont développé une argumentation pour s'opposer à l'initiative, la considérant comme étant une initiative trop exigeante ou jusqu'au-boutiste, alors qu'en réalité ils s'opposent par principe à l'idée même d'une imposition sur les successions. Or, l'imposition sur les successions est un instrument qui est fondamentalement libéral. Pourquoi est-ce un instrument qui est libéral? Parce que c'est un instrument qui freine ce qu'on pourrait appeler une forme de sclérose sociale dans la répartition des richesses. Parce que la succession, qu'on l'aime ou non, c'est le moyen de conserver les structures qui existent déjà entre les personnes, les familles ou les entreprises avec beaucoup de revenus et de fortune et

AB 2025 N 405 / BO 2025 N 405

leurs descendants. Evidemment, les personnes, entreprises ou familles qui ont moins de revenus ou moins de fortune ne peuvent pas léguer à leurs descendants leur fortune ou leur patrimoine. Ainsi, on garde une même structure sociale de génération en génération sans qu'il y ait la possibilité de favoriser ce qu'on pourrait appeler une mobilité sociale, c'est-à-dire la loi du mérite, quelque chose de très libéral. Celles et ceux qui, par leur engagement dans leur vie, par leur innovation, par leur capacité de travail gagnent davantage que d'autres sont privilégiés, sont rémunérés pour ce qu'ils ont accompli. La succession, c'est exactement l'inverse. C'est donc un postulat fondamentalement antilibéral que de refuser toute imposition des successions.

Dans ce débat, nous avons entendu beaucoup de collègues dans cet hémicycle dire qu'ils ne veulent pas de ce modèle. Alors, ayez l'honnêteté intellectuelle de dire que vous ne voulez pas d'imposition sur les successions tout court. Parce que nous avons ici un modèle, avec ce fameux seuil qui est fixé à 50 millions de francs, qui ne va pas frapper tout un chacun, qui ne va pas frapper les familles de la classe moyenne, vous et moi, qui ne va pas frapper les PME – parce que je suis aussi sensible à la transmission des entreprises, c'est un point important. C'est un modèle qui s'en prend à quelques pour cent de la population, par une imposition par l'Etat, en fonction des montants en jeu. Donc, cessons de dire qu'il s'agirait d'une initiative marxiste ou d'une initiative extrémiste – j'ai entendu toute une série de choses qui ne correspondent tout simplement pas à la réalité, avec ce seuil fixé à 50 millions.

J'ajoute encore un dernier point sur ce sujet avant de parler brièvement du climat: évidemment, il aurait été



intéressant de réfléchir à des alternatives, par exemple en jouant sur le taux d'imposition, dans le respect des compétences cantonales en la matière. On aurait pu imaginer une retenue plus grande de la Confédération pour laisser certaines compétences en main des cantons ou alors modifier ce fameux seuil de 50 millions, qui est particulièrement élevé. La majorité de la commission et de ce Parlement semble refuser purement et simplement toute discussion, même au sujet de modèles alternatifs qui seraient beaucoup mieux ciselés, beaucoup mieux nuancés peut-être, pour correspondre à ce que ce Parlement peut accepter ou considérer comme acceptable en la matière. Il s'agit donc d'un refus de principe; il faut le dire ainsi et ne pas tourner autour du pot.

Enfin, un dernier mot sur la question du climat: oui, il s'agit probablement de l'un des plus grands défis du siècle et j'aimerais insister sur les besoins de financement de la transition en vous rappelant un chiffre. Nous savons, en Suisse, par différentes études que les coûts de l'inaction climatique s'élèvent probablement à quelque chose comme 10 milliards de francs par année. Le fait de ne pas prendre de mesures pour contrecarrer la crise climatique et pour s'y adapter engendre des coûts, des coûts qui sont en réalité faramineux – je n'ai pas besoin de vous faire un dessin: catastrophes naturelles, problèmes de santé, pic de décès en cas de canicule, adaptation des infrastructures, etc. –, ils sont de 10 milliards par an. Nous devons donc aujourd'hui plus que jamais mettre de côté les moyens pour réduire ces coûts liés à l'inaction.

L'initiative dont nous parlons aujourd'hui est un de ces moyens – à l'évidence, il y en a d'autres – et c'est la raison pour laquelle je vous invite à la soutenir afin de nous donner les moyens de nos ambitions en matière climatique.

**Bühler** Manfred (V, BE): Cher collègue, vous avez parlé de méritocratie. En quoi donner le pouvoir à l'Etat de voler légalement la fortune de familles qui ont travaillé et qui souhaitent la transmettre à leurs héritiers serait-il plus juste qu'une société dans laquelle nous sommes toutes et tous appelés sur la ligne de départ à essayer de monter dans l'échelle sociale par notre travail? Toutes les études montrent que la mobilité sociale vers le haut est très élevée en Suisse.

**Mahaim** Raphaël (G, VD): Sur ce dernier point, je ne partage pas votre avis. Il y a des domaines au sein desquels la mobilité sociale en Suisse est malheureusement trop faible.

Pour répondre à votre question, c'est un débat de philosophie politique que nous ouvrons là, mais c'est un fait que la succession est instrument de maintien des inégalités sociales. C'est un instrument qui fige les inégalités sociales. Oui, le mécanisme de l'imposition sur les successions est fondamentalement libéral, dans le sens où il distribue aux nouvelles générations de nouvelles cartes pour rejouer la partie. En d'autres mots, la succession, c'est l'instrument par excellence qui fait que ce sont toujours les mêmes qui ont les bonnes cartes en main et toujours les mêmes qui ont les mauvaises en main. Dans un tournoi de jass – vous en conviendrez –, si on part toujours avec une main perdante, c'est plus difficile de s'en sortir que si on redistribue les cartes de façon équitable à chaque tour.

**Burgherr** Thomas (V, AG): Die von der Juso eingereichte Volksinitiative für eine soziale Klimapolitik lehne ich klar ab. Diese extreme Initiative muss entschieden bekämpft werden. Diese Initiative gefährdet das bewährte Modell der über Generationen geführten Schweizer Familienunternehmen, verursacht massive Steuerausfälle und verletzt grundlegende rechtsstaatliche Prinzipien.

Es ist doch klar: Die Juso-Initiative stellt einfach einen weiteren Versuch dar, auf Bundesebene eine Erbschaftssteuer einzuführen. Oberhalb eines Schwellenwerts soll auf Erbschaften und Schenkungen neu eine Steuer von 50 Prozent erhoben werden. Der Schwellenwert von 50 Millionen Franken täuscht darüber hinweg, dass die Annahme der Initiative für alle Einwohnerinnen und Einwohner des Landes einschneidende Folgen haben würde. Eine hohe Erbschaftssteuer würde die Nachfolge bei vielen Familienunternehmen erschweren oder sogar verunmöglichen. Sie hätte Wegzüge zur Folge und würde Zuzüge verhindern. Eine derartig unfaire respektive unüberlegte Erhöhung der Steuerbelastung für vermögende Personen führt ganz klar zu starken Ausweichbewegungen aus der Schweiz. Wegen der zu erwartenden Verhaltensanpassungen ist auch mit massiven Steuerverlusten für die öffentliche Hand zu rechnen. Dies würde alle Bürgerinnen und Bürger treffen.

Als Unternehmer weiss ich sehr gut: Wenn von der neuen Steuer betroffene Vermögen in den Unternehmen gebunden sind, besteht in vielen Fällen die Gefahr, dass das Unternehmen ganz oder teilweise verkauft werden muss, um die Erbschaftssteuer zu bezahlen – und das kann es nicht sein. Damit wären die Kontinuität in der Unternehmungsführung und die Nachfolgeplanung gefährdet, zumal die Initiative keine Ausnahme für bestimmte Vermögenswerte vorsieht.

Eine Umsetzung der Volksinitiative brächte schliesslich einen erheblichen Eingriff in die föderalistische Ord-



nung der Schweiz und insbesondere in die Finanzautonomie der Kantone mit sich. Erbschafts- und Schenkungssteuern sind bisher kantonale Steuern. Schon heute leisten Personen in der Schweiz, die viel arbeiten, dabei Geld verdienen und vermögend wurden, über die progressiven Einkommens- und Vermögenssteuern einen bedeutenden Beitrag an die öffentliche Hand. Es geht nicht an, diese noch weiter zu belasten.

Mit der Juso-Initiative würde die Schweiz wegen der zu erwartenden und bereits angekündigten Abgänge von Unternehmen an Steuersubstrat verlieren. Diese Lücke müsste entweder mit Steuererhöhungen oder Einsparungen aufgefangen werden. Mit den Erbschaftssteuererträgen würde das nicht funktionieren. Diese sind nämlich zweckgebunden. Das bedeutet, sie dürfen nicht für andere staatliche Aufgaben wie beispielsweise Sicherheit, Verkehr oder Gesundheit verwendet werden.

Die Initianten, die mit der Erbschaftssteuer Klimaschutz betreiben wollen, ignorieren die bisherigen grossen Erfolge der Schweizer Wirtschaft im Klimaschutz. Ein nachhaltiger und realitätsbezogener Klimaschutz gelingt nur durch Innovation und freien Wettbewerb. Unser Land beweist seit einigen Jahren, dass es ohne radikale Massnahmen möglich ist, den ökologischen Fussabdruck stark zu reduzieren und gleichzeitig das Wirtschaftswachstum aufrechtzuerhalten.

Die Schweiz hat in Sachen Effizienz und Fortschritt beim Ressourcenverbrauch bereits grosse Erfolge erzielt. Unsere Emissionen konnten seit 1990 halbiert werden, während

**AB 2025 N 406 / BO 2025 N 406**

sich die industrielle Wertschöpfung mehr als verdoppelt hat. Die Initiative der Jungsozialisten würde aber gerade das Gegenteil erreichen, sie würde nämlich einen effizienten Klimaschutz, Innovationen und Familienunternehmen zerstören und durch einen Ökosozialismus ersetzen.

Diese Initiative ist ganz sicher kein taugliches Mittel zur Erreichung der Klimaziele der Schweiz. Mit massiven Steuererhöhungen und staatlichen Umverteilungen gefährden wir auch unseren Wohlstand. Die unverantwortbare Initiative würde die Wirtschaft schwächen und dadurch der Bevölkerung schaden.

Ich empfehle Ihnen, diese unvernünftige Initiative klar abzulehnen.

**Tuosto** Brenda (S, VD): Qui doit payer pour la transition écologique et réparer les dégâts liés au dérèglement climatique? Voilà une question essentielle qui engage notre avenir commun. L'initiative pour l'avenir apporte une réponse claire: cela ne doit pas être la majorité de la population qui assume déjà le poids des charges incompressibles, mais bien celles et ceux qui ont le plus bénéficié du système à l'origine de cette crise, les grandes fortunes de notre pays. Pourquoi? Parce qu'en Suisse, l'impact climatique des personnes appartenant au 1 pour cent des plus riches est le suivant: elles émettent 15 à 20 fois plus de CO<sub>2</sub> que les 50 pour cent les plus pauvres. Les émissions liées au luxe d'un milliardaire en Suisse sont 300 fois supérieures aux émissions moyennes d'une Suisseuse ou d'un Suisse au revenu moyen.

Les opposants à cette initiative estiment qu'il est juste que les personnes aux revenus modestes, déjà lourdement affectées par les factures énergétiques, les loyers, les assurances obligatoires, les frais de transport, mais aussi le coût de la vie en général, contribuent autant à la réparation des dégâts environnementaux que les grandes fortunes helvétiques. Une personne gagnant le salaire minimum, contrainte de prendre sa voiture économe, faute de transports publics attractifs et adaptés, et vivant dans un logement modeste n'a ni le même impact environnemental ni les mêmes choix qu'un millionnaire. Ce dernier, en plus d'investir dans les énergies fossiles, habite une villa surdimensionnée, qui consomme une quantité importante de ressources, et multiplie les modes de transport polluants. Il est donc essentiel de reconnaître que toutes et tous ne contribuent pas également au dérèglement climatique et que les efforts pour réduire les émissions doivent être proportionnels aux responsabilités de chacune et chacun. C'est donc aux pouvoirs publics de s'assurer que celles et ceux qui polluent le plus contribuent le plus à la transition écologique.

Naître riche ou naître pauvre n'est pas un choix, mais une condition imposée par le hasard de la naissance. Cette initiative réduirait l'inégalité des chances et répartirait le poids de l'héritage d'une manière plus sociale et équitable. Un impôt de 50 pour cent sur la part des héritages dépassant 50 millions de francs permettrait de mieux faire respecter le principe du pollueur-payeur tout en préservant les PME. L'argent ainsi récolté permettrait de prendre des mesures concrètes pour améliorer les conditions de vie et lutter contre les pollutions qui dégradent les milieux naturels et aussi la santé publique. La mise en oeuvre de l'initiative rapporterait environ 6 milliards de francs par an à la Suisse, de quoi corriger et améliorer de manière significative et concrète d'immenses lacunes dans l'atteinte des objectifs de neutralité carbone.

L'initiative pour l'avenir est un choix de justice sociale et climatique. Il est juste que celles et ceux qui ont le plus profité du système participent davantage à la transition écologique en contribuant à réparer l'impact de leur mode de vie plus énergivore que celui des familles modestes. Notre bien le plus précieux, ce qui nous



relie toutes et tous, c'est l'avenir. Il ne doit pas être un luxe confisqué par une minorité privilégiée, mais un droit accessible à l'ensemble de la société.

**de Quattro** Jacqueline (RL, VD): L'initiative de la Jeunesse socialiste est dangereuse. Elle détruirait non seulement bon nombre d'entreprises familiales, mais elle entraînerait aussi une forte baisse des recettes fiscales, affaiblirait le fédéralisme en empiétant sur l'autonomie financière des cantons et porterait atteinte à des droits fondamentaux comme l'universalité et l'égalité devant l'impôt.

Avec cette initiative, ce ne sont pas les "méchants riches pollueurs", visés par la Jeunesse socialiste, qui sont les plus grands perdants. Non, car ils ont les moyens de quitter la Suisse et de se refaire une santé ailleurs. Ceux qui ont le plus à perdre avec cette initiative, ce sont nos entreprises et les cantons. Ils perdent à la fois leur autonomie et leurs recettes fiscales. Selon les prévisions du Conseil fédéral, les recettes des cantons et des communes pour l'impôt sur le revenu et le bénéfice pourraient diminuer de 2,7 milliards de francs environ, ce qui retomberait fatalement sur la classe moyenne, déjà fortement mise sous pression par les taxes et les impôts. Cette perte de rentrées fiscales entraînerait inévitablement de nouvelles et douloureuses mesures d'économie, tant pour la Confédération que pour les cantons et les communes.

Ainsi, des tâches importantes de l'Etat seraient compromises. On pense, sur le plan cantonal, aux domaines de la sécurité – licenciements de policier –, de la formation – renonciation à l'engagement de nouveaux enseignants –, de la recherche – suppression de fonds – ou encore dans la culture et le sport – subventions qui risquent d'être biffées, faute de rentrées fiscales. Comment sauver le service public? La Jeunesse socialiste se garde bien de dire qu'il faudrait – eh oui – augmenter les impôts. Certains cantons devraient majorer leurs impôts de 15 pour cent pour compenser les pertes de recettes fiscales. C'est une fois encore la classe moyenne qui payerait la facture. C'est intolérable, surtout en cette période d'incertitudes et de turbulences. Par ailleurs, la répartition des richesses entre les cantons n'est pas égale. Avec l'introduction de ce nouvel impôt, ils ne seraient certes pas touchés de la même manière, mais, avec la péréquation financière, tout le monde y perdrait.

Un autre point interpelle. L'initiative exige la transformation écologique de l'ensemble de l'économie et entend la financer avec le nouvel impôt, mais les initiants ne précisent pas comment ces fonds seront utilisés. Je rappelle que nos entreprises contribuent déjà à la durabilité, de plus en plus même, notamment dans le domaine de la recherche et du développement. Un oui à l'initiative pèserait sur les activités concernées sans pour autant apporter d'amélioration. Or, la Suisse a besoin d'innovation et d'audace entrepreneuriale pour rendre le monde plus durable. Par conséquent, l'initiative risque d'être dommageable pour la politique climatique. C'est exactement l'inverse du but recherché. Ces propositions ne sont absolument pas pertinentes pour atteindre les objectifs climatiques de la Suisse, que pourtant nous partageons tous. En clair, l'initiative, malheureusement, rate sa cible.

Dans le contexte géopolitique actuel, nous avons plus que jamais besoin de stabilité et de confiance. Or, cette initiative extrême génère une profonde insécurité, nuit à notre prospérité et entraîne de nouveaux impôts. Pour toutes ces raisons, je vous demande de recommander le rejet de l'initiative de la Jeunesse socialiste, pour le bien de la classe moyenne, mais aussi de nos entreprises familiales, de nos cantons et de nos communes.

**Roth** David (S, LU): Wir diskutieren heute über eine Initiative, die eigentlich viel zu zahm ausgefallen ist. Dennoch tun einige so, als würde sie die Grundlage unserer Wirtschaft zerstören. Doch was ist die Realität? In unserem Land gibt es eine Konzentration von Überreichen, die weltweit ihresgleichen sucht. Während immer mehr Menschen Schwierigkeiten haben, sich eine Wohnung zu leisten oder ihre Krankenkassenprämien zu bezahlen, wissen die Superreichen nicht mehr, wohin mit ihrem Geld. Sie treiben mit ihren Spekulationen die Preise für alle in die Höhe. Die Erbschaften haben mittlerweile eine grössere Bedeutung als die Arbeit, und das ist nicht mehr liberal, sondern ein System, in dem Kinder ganz weniger Familien in Macht und Reichtum hineingeboren werden. Das ist eine Oligarchie, die in der Schweiz immer rascher wächst.

Ein Mensch in der Schweiz braucht in seinem Leben rund 4,5 Millionen Franken, um seine Existenz zu finanzieren – von

AB 2025 N 407 / BO 2025 N 407

der Kindheit bis ins hohe Alter. Wenn jemand elf Kinder hat und ihnen insgesamt 50 Millionen Franken hinterlässt, dann müssen diese Kinder nie wieder arbeiten, selbst wenn sie das Geld nicht einmal anlegen. Erst danach würde die Besteuerung überhaupt einsetzen. Jemand mit 51 Millionen Franken würde gerade mal 500 000 Franken bezahlen.

Ich habe jetzt von Ihnen gehört, die Superreichen könnten unser Land verlassen. Sie haben hierfür aus dem Gutachten von Marius Brühlhart zitiert. Lassen Sie mich das auch tun: "Die präsentierten Schätzungen beruhen



daher auf der Annahme, dass 'allfällige Massnahmen zur Verhinderung von Steuervermeidung' die effektive Mobilität nicht wesentlich beschränken würden." Diesen Satz haben wir bisher in der Ratsdebatte kein einziges Mal gehört, er steht auf der letzten Seite des Gutachtens. Brühlhart sagt damit klar, die Annahme, die Reichsten würden dieses Land bei Annahme der Initiative verlassen, treffe nicht zu, wenn die Initiative wie von den Initiantinnen und Initianten vorgeschlagen umgesetzt werde.

Im Initiativtext steht: "Der Bund und die Kantone erlassen Ausführungsbestimmungen über: a. die Verhinderung von Steuervermeidung, insbesondere in Bezug auf den Wegzug aus der Schweiz [...]." Natürlich drohen die Milliardäre aktuell damit, das Land zu verlassen – sie wissen genau, wie sie die Mehrheit in diesem Parlament unter Druck setzen können.

Diskutieren wir doch über Massnahmen, die das verhindern. Die naheliegendste ist die Wegzugssteuer: Wer die Schweiz verlässt, um diese Erbschaftssteuer zu umgehen, soll eine Wegzugssteuer bezahlen. Der Bund könnte bei einem Wegzug auch eine befristete Wohnsitzfiktion erlassen. Weiter wäre das Modell von Deutschland eine Option, wo Wertzuwächse bei Kapitalgesellschaften bei einem Wegzug besteuert werden. Dafür braucht es einzig den politischen Willen.

Bitte bewahren Sie uns vor den Untergangsszenarien. Selbst wenn diese wahr würden: Es gäbe Luft zum Atmen, wenn uns jene verliessen, die unser Land nicht lieben, sondern nur als Steueroase missbrauchen. Wenn jene, die mit ihrem Kapital die Mieten in Zürich, Genf oder Luzern ins Unermessliche treiben, sich plötzlich nicht mehr für die Schweiz interessieren, dann zeigte das nur eines: Ihre Loyalität gilt nicht unserem Land, sondern ihrem Vermögen.

Haben Sie etwa Angst, auch zu dieser Gruppe zu gehören? Ist die Liebe zu unserem Land tatsächlich käuflich? Die Schweiz war immer stark, weil sie keine Aristokratie hatte. Doch heute erleben wir die Entstehung eines Geldadels, der sich vom Rest der Bevölkerung abkoppelt.

Die Initiative verlangt, einen kleinen Teil dieses über Generationen angehäuften Reichtums zur Bewältigung der Klimaschulden einzusetzen. Das ist nicht viel. Das ist kein revolutionärer Akt, es ist eine Frage der Gerechtigkeit.

Ich bitte Sie deshalb, diese Initiative nicht als Angriff zu verstehen, sondern als notwendigen Schritt, unsere Gesellschaft in eine Zukunft zu führen, in der nicht Erbschaften über das Leben bestimmen, sondern Leistung und Solidarität.

**Bühler** Manfred (V, BE): Sans surprise, je vais évidemment vous proposer de recommander le rejet de cette initiative pour les raisons suivantes. Le capitalisme répartit la richesse de manière inégale, certes, mais le socialisme répand la misère de manière universelle. Cette initiative est l'archétype d'une fausse bonne idée. C'est un peu comme si vous croisez une personne affamée et que, pour la sauver de la misère, vous lui donnez un poisson; elle va manger un jour. Sauf que, si vous lui apprenez à pêcher, elle va manger le restant de sa vie. C'est exactement ce genre de logique qui préside à cette initiative mal pensée. On a l'impression que distribuer la richesse que l'on prélèvera de force à des familles, qui ont réussi à l'accumuler en fondant par exemple des entreprises, permettra de rendre tout le monde durablement plus riche et de rétablir une prétendue justice sociale. C'est perdre de vue qu'en fait un tel mécanisme va mettre en péril les fondements même de notre prospérité à tous et toutes, c'est-à-dire une économie libre, une économie libérale où toutes les personnes, les familles et les entreprises qui ont une bonne idée peuvent effectivement accumuler de grandes fortunes selon les cas.

Lorsque des entreprises devront être démantelées, leurs actions vendues aux quatre vents pour répondre à cette exigence d'impôt sur les successions, on ne fera rien d'autre que de casser des outils de production, des outils qui donnent beaucoup de travail à beaucoup de monde dans ce pays où le plein emploi règne, précisément grâce à la liberté économique qui permet de réussir avec des entreprises.

Quant aux richesses qui seraient prélevées de force en raison de cet impôt sur les successions, il faut tout de même rappeler qu'elles ont été acquises de manière totalement légale. Nous avons un système légal extrêmement strict. Ces richesses ont été imposées aux plans communal, cantonal et fédéral au moment où elles ont été gagnées – impôt sur le revenu –, elles ont été imposées pendant toute la durée de leur possession – impôt sur la fortune, impôt sur le capital, etc. Toutes les richesses dont on parle ici, au moment de la succession, ont déjà été imposées deux, trois, cinq, parfois dix fois.

On voudrait ajouter une nouvelle couche d'imposition pour rétablir une prétendue justice sociale. Non, il s'agit ni plus ni moins d'une forme de vol légalisé au moment de la succession. On ne peut pas donner le pouvoir à l'Etat de prélever, encore une fois, des richesses à des personnes ou à des familles qui les ont accumulées de manière parfaitement légale et qui permettent en cela de maintenir la prospérité de ce pays.

Cette initiative n'est rien d'autre qu'une vieille lune communiste qui voudrait finalement permettre à des gens



dans la population de recevoir les fortunes d'autres sans vraiment le mériter. L'inégalité des revenus ou des fortunes n'est pas un signe d'injustice en Suisse. Beaucoup d'études montrent que la mobilité sociale tant vers le haut que vers le bas est très forte dans notre pays. Contrairement à des pays communistes, rigides et autoritaires où il est quasiment impossible de changer de classe sociale, en Suisse, il est toujours possible de changer de classe sociale. On voit beaucoup de fortunes se défaire après des héritages, avec des gens qui retournent à une fortune beaucoup plus basse ou à une absence de fortune après que leur famille a été fortunée. On voit beaucoup de personnes monter dans l'échelle sociale. J'en suis un exemple. Je suis né dans une famille d'agriculteurs extrêmement modeste et j'ai le privilège de vous parler aujourd'hui ici à cette tribune. La mobilité sociale étant très forte dans un pays libre comme la Suisse, j'appelle la jeunesse ici présente à utiliser cette liberté pour se forger une fortune, pour se forger une fortune familiale pour les générations à venir. Cette liberté est là, elle peut être utilisée. Ce n'est pas en utilisant l'Etat comme un instrument pour prélever la fortune des autres que vous réussirez votre vie.

Soyez donc confiants dans le système libéral de la Suisse et votez non à cette initiative cryptocommuniste.

**Cottier** Damien (RL, NE): L'orateur précédent a dit qu'il s'agissait probablement d'une fausse bonne idée. J'irai jusqu'à dire qu'il s'agit d'une vraie mauvaise idée. L'initiative populaire qui nous est soumise et qui a été proposée par la Jeunesse socialiste suisse propose d'introduire un nouvel impôt fédéral sur les successions et les donations dépassant 50 millions de francs, qui serait fixé à un taux de 50 pour cent.

Selon les promoteurs de cette initiative, cette mesure permettrait de financer des projets de lutte contre le changement climatique. S'il est évidemment important de s'engager contre le changement climatique, il convient de rappeler que la Suisse dispose déjà de nombreuses politiques dans ce domaine, de tout un arsenal législatif, afin de s'engager à respecter l'Accord de Paris et à atteindre – c'est un but qui a été confirmé par la population suisse l'année dernière – l'objectif de zéro net en 2050.

Le groupe libéral-radical s'oppose à une hausse de la fiscalité dans notre pays, surtout si elle n'est pas justifiée. Celles et ceux qui ne s'y opposent pas, celles et ceux qui promeuvent des hausses fiscales, devraient se poser la question, avant de lancer des projets d'augmentation ou de modification de la fiscalité, de l'efficacité des dispositions qu'ils proposent, des effets de leurs projets sur notre économie et sur la capacité contributive du pays, sur sa capacité à générer des

#### AB 2025 N 408 / BO 2025 N 408

recettes fiscales pérennes. Il faut rappeler qu'actuellement la compétence de taxer les successions et les donations existe dans notre pays, mais qu'elle appartient aux cantons. Plusieurs cantons en font usage. L'initiative n'abolit pas cette compétence cantonale, heureusement dans un pays fédéraliste comme la Suisse, mais elle superpose un impôt fédéral aux impôts qui existent déjà au niveau cantonal. Il s'agit donc inévitablement d'une augmentation de la fiscalité, au fond d'un empilement d'impôts sur les mêmes montants à différents niveaux de l'Etat. Le résultat de cette proposition sera inévitablement une hausse de la fiscalité massive. C'est aussi un accroc à notre vision du fédéralisme, puisque les cantons, je l'ai mentionné tout à l'heure, sont responsables dans ce domaine.

Le point central de toute taxation du patrimoine réside dans la mobilité des capitaux et des personnes fortunées. L'initiative qui nous est soumise sous-estime très largement la forte élasticité de cette base imposable. Plus le taux et la complexité fiscale augmentent, plus la tentation de délocaliser ses capitaux, son entreprise ou sa résidence sera élevée. Ainsi, les recettes escomptées en théorie par cette initiative risquent de chuter drastiquement. En fait, si elle devait être mise en oeuvre, les recettes chuteront drastiquement, du simple fait que les personnes assujetties pourront échapper à l'impôt en quittant la Suisse. Ce phénomène s'avère particulièrement problématique pour un petit pays ouvert sur le monde comme la Suisse, où la compétitivité et la stabilité fiscales constituent des avantages importants pour son attractivité. L'initiative nous vend donc un miroir aux alouettes, puisqu'à la place d'une augmentation des recettes fiscales, on aura une baisse du volume des contribuables, avec un départ des contribuables fortunés. Le résultat sera un report fiscal inévitable et massif sur la classe moyenne de notre pays pour permettre de continuer à l'Etat de fonctionner. Il ne s'agit donc pas d'une initiative qui permettra de lutter contre le changement climatique, mais d'une initiative qui vise simplement à augmenter la fiscalité.

Oui, cher collègue Roth, c'est un "Angriff", c'est une attaque contre la compétitivité fiscale de notre pays, c'est une attaque contre la création d'emplois, la création de valeur ajoutée, et en particulier la succession d'entreprises. On sait que lors de succession d'entreprises, celles-ci se trouvent dans une situation particulièrement délicate. Il faut faciliter ces passations d'entreprises pour leur permettre de continuer d'exister, et non pas créer des difficultés supplémentaires. On a donc affaire à une initiative de hausse fiscale, qui touchera tout particu-



lièrement la classe moyenne. C'est la raison pour laquelle je vous demande de recommander le rejet de cette initiative sans y opposer de contre-projet.

**Präsidentin** (Riniker Maja, Präsidentin): Herr Cottier, es gibt eine Frage an Sie.

**Cottier** Damien (RL, NE): Ich glaube, die Debatte ist lang genug, daher werden wir keine Zwischenfragen annehmen.

**Tschopp** Jean (S, VD): On peut tourner cela dans tous les sens, mais, sur le chemin du dérèglement climatique, les inégalités sont omniprésentes. Le 1 pour cent de la population le plus riche de la Suisse émet 195 tonnes de CO<sub>2</sub> quand les personnes aux revenus les plus bas en émettent 9 tonnes, soit 21 fois moins. Ce fossé se creuse encore quand on se penche sur les investissements: entre 85 et 95 pour cent des émissions des 1 pour cent les plus riches découlent de leurs investissements.

Il ne s'agit pas de remettre en cause les efforts que nous faisons toutes et tous au quotidien pour réduire notre consommation et adopter un comportement plus respectueux de la planète; chaque geste compte. Mais toute recherche de solutions au dérèglement climatique qui fait l'impasse sur les inégalités passe à côté du sujet. J'ai écouté les invectives contre cette initiative; la violence n'est pas dans le discours d'une jeunesse de parti qui dénonce les contradictions d'élites versées dans le "greenwashing". Elon Musk peut vendre toutes les Tesla qu'il veut, son empreinte carbone annuelle de consommation de 5947 tonnes de CO<sub>2</sub> équivaut à 5437 années pour une personne faisant partie des 50 pour cent les plus pauvres de la planète. Mettre en lien les émissions de CO<sub>2</sub>, consommées ou investies, et les moyens d'agir est frappé au coin du bon sens.

C'est ni plus ni moins ce que demande l'initiative pour l'avenir. Le texte veut que le produit de l'impôt soit placé dans la lutte contre le changement climatique. Toute comparaison sur le pourcentage d'imposition n'a de sens que s'il intègre la franchise d'impôt sur les 50 millions de francs cédés en héritage. La personne qui hérite de 50 millions ne payera aucun impôt; celle qui reçoit 51 millions en héritage payera 500 000 francs d'impôt. Certains pourront penser que ce taux de 50 pour cent est trop élevé. Pourtant, les tentatives de contre-projet qui prévoyaient des approches plus modérées ont toutes été écartées par la majorité de la commission. On peut citer celles qui demandaient un taux d'imposition de 5 pour cent à partir d'une succession de 5 millions. Il y a eu encore la proposition de taxer à 25 pour cent les successions à partir de 50 millions. Citons encore la proposition d'un impôt national sur la fortune de 1 pour cent à la place d'un impôt sur les successions avec, là aussi, une franchise de 50 millions de francs. Aucune de ces propositions n'a trouvé grâce aux yeux de la commission.

Ceux qui les ont balayées ont beau jeu maintenant de blâmer une initiative qu'ils estiment trop radicale. En cas d'adoption de l'initiative, le Parlement conserverait la latitude pour définir les modalités de paiement de l'impôt. En réalité, cette initiative rétablit un impôt qui a longtemps existé dans les cantons en le concentrant cette fois uniquement sur les riches parmi les riches. En 1990, 19 cantons imposaient les successions et donations des descendants en ligne directe. Aujourd'hui, seuls trois cantons le font encore. Obwald, depuis 2016, rejoignant Schwytz, a même totalement supprimé l'impôt sur les successions et les donations. Face à cela, le coût du dérèglement climatique est vertigineux. Il pèse sur notre qualité de vie, nous expose aux catastrophes naturelles et accroît les risques.

C'est là que le titre de l'initiative pour l'avenir prend tout son sens. Ici, c'est bien notre avenir qui est en jeu pour investir dans une économie résiliente, dans les services publics, dans les métiers de la transition écologique, pour nous, pour vous, pour nos enfants.

Relevons le défi, faisons ce pas: recommandons d'accepter l'initiative pour l'avenir.

**Arslan** Sibel (G, BS): Die Klimakrise ist keine ferne Bedrohung, sondern eine Realität, die uns bereits heute betrifft. Sie ist eine der grössten Herausforderungen, vor denen die Menschheit je stand, und die Schweiz bleibt davon nicht verschont. Wir spüren es in unseren Bergen, in unserer Landwirtschaft und in unseren Städten: Hitzewellen gefährden die Gesundheit unserer älteren Mitbürgerinnen und Mitbürger, Ernteauffälle bedrohen die Ernährungssicherheit, und Naturkatastrophen verursachen immense Schäden. Der Klimawandel kostet uns bereits heute Milliarden von Franken, und die Rechnung wird weiter steigen.

Die bürgerliche Politik will die Kosten für die Bewältigung der Klimakrise der Bevölkerung aufbürden. Die Hauptverantwortung für die Klimakrise tragen jedoch nicht die Bürgerinnen und Bürger, die mit öffentlichen Verkehrsmitteln fahren, bewusst ihr Auto einsetzen, ihr Haus isolieren oder bewusst einkaufen. Einen grossen Teil der Verantwortung tragen Superreiche, die mit ihren Investitionen und Freizeitaktivitäten gigantische CO<sub>2</sub>-Emissionen verursachen. Erwiesenermassen steigt der CO<sub>2</sub>-Fussabdruck mit zunehmendem Vermögen. Gemäss dem Verursacherprinzip macht es also Sinn, wenn Superreiche ihren Teil zu einer Lösung beitragen.





Umweltkrisen verstärken bestehende Ungleichheiten. Die, die am wenigsten zur Krise beitragen, leiden oft am meisten unter den Folgen. Klimaschutz muss sozial gerecht gestaltet werden. Die Initiative "für eine Zukunft" setzt deshalb am richtigen Ort an. Wir können es uns nicht leisten, noch länger abzuwarten, bevor wir effektiven Klimaschutz betreiben. Wer mehr als 50 Millionen Franken erbt, kann es sich leisten, einen Teil davon zu versteuern. Die Schweiz hat eine im europäischen Vergleich sehr tiefe Nachlasssteuer. Die Einführung

**AB 2025 N 409 / BO 2025 N 409**

einer Steuer, wie sie die Initiative vorsieht, würde nur wenige Menschen betreffen und dennoch die notwendigen Mittel für eine gerechte Klimapolitik generieren.

In der Schweiz liegt die Klimaerwärmung im Vergleich zur vorindustriellen Zeit bei 2,9 Grad Celsius. Unsere Bevölkerung spürt die Folgen, wie ich es vorhin bereits erwähnt habe, in ihrem Alltag. Im Klimaranking sind wir jedoch stark nach unten gerutscht und liegen hinter unseren Nachbarstaaten und der EU insgesamt. Die Zeiten, in denen die Schweiz Vorreiterin beim Thema Klimaschutz war, sind eindeutig vorbei. Ich bitte Sie deshalb, die Initiative zur Annahme zu empfehlen.

**Vontobel** Erich (V, ZH): Auf den ersten Blick soll es bei der sogenannten Initiative "für eine Zukunft" um eine harmlose Klimasteuer gehen. Doch bei genauerem Hinsehen offenbart sich eine hochriskante Umverteilungsmaschine mit deutlich sozialistischen Zügen.

Lassen Sie mich gleich zu Beginn auf das Kernproblem zu sprechen kommen. Diese Volksinitiative will eine bundesweite Erbschafts- und Schenkungssteuer von sage und schreibe 50 Prozent einführen, sobald das Gesamtvermögen den Schwellenwert von 50 Millionen Franken übersteigt. Wer nur oberflächlich hinschaut, könnte meinen, hier gehe es bloss um einen kleinen Aufpreis für den Klimaschutz. Doch bei genauerem Hinsehen entpuppt sich die Initiative als drastische Belastung mit weitreichenden Folgen. In einem Land, in dem bereits heute die Spitzenverdienerinnen und Spitzenverdiener einen überproportional grossen Anteil an den Staatsfinanzen stemmen, bedroht diese Steuer das Fundament unserer Volkswirtschaft. Wir sprechen hier nicht nur von einigen grossen Privatvermögen, sondern vor allem von stabilen Familienunternehmen, KMU, die für Zehntausende von Arbeitsplätzen und beachtliche Steuererträge sorgen. Eine so drakonische Besteuerung würde bei vielen dieser Unternehmen die Nachfolge praktisch verunmöglichen und sie in die Hände ausländischer Investoren treiben – mit Wegzug, Arbeitsplatzverlusten und sinkenden Steuererträgen als unausweichlichen Konsequenzen. Nichts davon hilft dem Klima, nichts davon ist gerecht.

Es wird uns erzählt, die Initiative diene einer sozialen Klimapolitik. Ich frage Sie: Ist es wirklich sozial, wenn wir über kurz oder lang ein riesiges Loch in die öffentlichen Haushalte reissen? Verschiedene Schätzungen rechnen mit erheblichen Mindereinnahmen für Bund, Kantone und Gemeinden, sobald Superreiche und Familienbetriebe das Weite suchen bzw. erst gar nicht in die Schweiz kommen. Die fehlenden Gelder müssten wir an anderer Stelle wieder auftreiben. Und am Ende trifft es natürlich den Mittelstand und die übrige Bevölkerung. Ich sage es als EDU-Vertreter in der SVP-Fraktion bewusst mit Nachdruck: Gerade wer sich christlichen Werten verpflichtet fühlt, weiss, dass wir mit Gottes Schöpfung verantwortlich umgehen müssen. Eine glaubwürdige Klimapolitik baut auf Innovation, Forschung und nachhaltige Arbeitsplätze, anstatt in eine planlose Umverteilung zu driften. Wir dürfen in unserem Eifer, das Klima zu schützen, nicht all das aufs Spiel setzen, was unser Land stark gemacht hat. Wir wollen Familien, die den Schritt in die Eigenverantwortung wagen – auch in der Wirtschaft. Und wir wollen einen Mittelstand, der nicht durch neue Steuerlasten erstickt wird. Manch einer behauptet, die Initiative bedeute nur einen harmlosen Korrekturschritt im Steuersystem. Wer so argumentiert, verkennet die Sprengkraft einer halben Enteignung ab 50 Millionen Franken. Denn es ist nicht nur ein reiches Prozentchen betroffen, sondern es sind unzählige Arbeitsplätze, kräftige Steuereinnahmen und letztlich der Zusammenhalt unserer Gesellschaft gefährdet. Wenn man das noch als Klimaschutz bezeichnet, dann wird eine ehrliche Lösung für die Umwelt zur Nebensache.

Diese Initiative führt uns alle auf einen steinigten Pfad voller Unsicherheiten für unsere Wirtschaft und unsere Familien, und dies unter dem Vorwand einer Klimasteuer. Wir müssen sie mit aller Deutlichkeit ablehnen und uns nicht von Schlagworten leiten lassen. Eine gesunde Umwelt braucht eine stabile Wirtschaft. Was uns hier präsentiert wird, ist ein übereilter Plan zur Geldumverteilung, bei dem unter dem Deckmantel "Klima" massive Risiken für unser Land eingegangen werden.

Noch etwas: Angst wird bekanntlich immer wieder als Mittel genutzt, um Menschen zu manipulieren und ideologische Ziele durchzusetzen. Diese Initiative ist ein Paradebeispiel dafür. Denn, Hand aufs Herz: Sie wird rein gar nichts am Klimawandel ändern. Warum also diese Initiative? Glaubt man wirklich, dass eine massive Umverteilung der Umwelt hilft? Natürlich nicht. Es geht nicht ums Klima; es geht einzig und allein um Geldumverteilung. Das sollte man offen sagen, anstatt unter falscher Flagge zu segeln. Den Stimmbürgerinnen



und Stimmbürgern rufe ich zu: Lassen Sie sich nicht täuschen! Angst ist bekanntlich ein schlechter Ratgeber. Statt blinder Umverteilung braucht es echte Lösungen, die der Wirtschaft, den Familien und letztlich auch der Schöpfung nachhaltig dienen.

Ich bitte Sie zusammen mit der EDU eindringlich, dieser verfehlten Initiative eine Abfuhr zu erteilen.

**Michel Simon** (RL, SO): Das Ziel des Klimaschutzes ist würdig, aber ich kann Ihnen sagen, diese Initiative wird, unabhängig davon, ob sie angenommen oder abgelehnt wird, nicht zum Ziel führen. Ich bin ein Vertreter derjenigen, einer der wenigen hier im Parlament, die diese Initiative treffen würde, und deshalb möchte ich unsere Geschichte erzählen. Ich verlange nicht Ihr Mitleid, aber Ihr Verständnis, weshalb diese Initiative abzulehnen ist.

Mein Vater und mein Onkel sind zusammen mit ihrer Schwester in Burgdorf-Meiefeld auf einem Bauernhof aufgewachsen. Sie hatten zu wenig Arbeit; es gab zu wenig Arbeit, um alle auf dem Hof zu ernähren, und mein Vater und mein Onkel haben den Hof verlassen. Mit 17 Jahren machte mein Vater eine Lehre als Laborant in Basel bei Ciba-Geigy, nach zehn Jahren ging er dann in den Verkauf, in den Aussendienst. Vor vierzig Jahren begann er, Insulin zu verkaufen, und entdeckte nach zehn Jahren, wie ungenau Insulin vertrieben und wie ungenau Insulin gespritzt wurde. Daraufhin hatte er die Idee, eine Insulinpumpe zu entwickeln, ein Gerätchen, um das Insulin besser zu verabreichen und das Leben von Menschen mit Diabetes zu verbessern.

Mein Onkel musste auch den Hof verlassen. Er arbeitete als Fahrlehrer, machte das Abendtechnikum, er hat Geld verdient, um Ingenieur zu werden. Zusammen hatten die Brüder vor vierzig Jahren die Idee, zu zweit die Firma Ypsomed zu gründen. Mein Grossvater musste den Hof belehnen, und die Vorgängerin der Innosuisse gab ihnen Geld, ein zinsloses Darlehen, um diese Firma zu gründen. Es waren erst fünf Mitarbeitende, dann zehn. Heute sind wir 3000 Mitarbeitende; ich führe diese Firma; wir sind börsenkotiert, und je nach Lust und Laune der Aktionärinnen haben wir an der Börse einen Wert zwischen 4 und 5 Milliarden Franken.

Unsere Familie hält immer noch rund 70 Prozent der Anteile an der Firma, also je nach Börsenkurs zwischen 3 und 4 Milliarden Franken. In den letzten zehn Jahren hat unsere Familie über 100 Millionen Franken Vermögenssteuer bezahlt. Wir müssen regelmässig Aktien verkaufen, um die Vermögenssteuer zu zahlen. Das machen wir auch, und das werden wir auch in Zukunft machen. Aber was nicht geht, ist, dass wir die Hälfte unserer Aktien verkaufen müssen, um beim Todesfall meines Vaters die Steuern bezahlen zu können. Das wird nicht passieren; ich kann Ihnen sagen, das wird nicht passieren.

Und deshalb werden alle Familien, die in dieser Situation sind, eine Lösung finden. Eine naheliegende Lösung ist, dass mein Vater – er ist 77 Jahre alt, er ist gesund, aber wir werden alle einmal ableben – eine Wohnung in Italien und Spanien kaufen und die Papiere nach Italien und Spanien verschieben wird; da sind wir kein Einzelfall, das werden alle machen. Wir können nicht die Firma veräussern – Herr Molina, Sie müssen nicht lachen –, das wird nicht passieren. Wir werden nicht das Familienunternehmen vernichten und die Anteile ins Ausland verkaufen, nur um diese Steuer zu bezahlen; das wird einfach nicht geschehen.

Und deshalb ist diese Initiative falsch, sie ist gut gemeint, aber sie wird die Probleme nicht lösen; sie wird den

AB 2025 N 410 / BO 2025 N 410

Klimaschutz nicht retten, denn das Geld wird das Land verlassen. Das wird am Ende des Tages zu einem Loch in unseren Steuererträgen, in der Buchhaltung unseres Landes führen.

Deshalb plädiere ich unbedingt dafür, diese Initiative abzulehnen.

**Rosenwasser Anna** (S, ZH): Schädlich, extrem, gefährlich, radikal – so nennt die rechte Ratsseite die Initiative und tut so, als wären Milliarden die Opfer eines linken Klassenkampfes. Sie behauptet, Millionenunternehmen stünden vor dem Untergang, als hätten wir hier den Sozialismus ausgerufen. Wer zum jetzigen Zeitpunkt in diese Debatte hineinhört, könnte meinen, die Juso hätte das Parlament gestürmt. Dabei will die Initiative einfach, dass die Allerreichsten ihren fairen Beitrag leisten und dass dieses Geld genutzt werden kann, um die Klimakrise zu bekämpfen.

Lassen Sie mich Ihnen zeigen, was wirklich schädlich, extrem, gefährlich und radikal ist. Schädlich ist, dass das reichste Prozent der Schweizer Bevölkerung fast ein Drittel aller Vermögenswerte auf sich vereint. Extrem ist, dass diese Vermögen von Generation zu Generation weitergegeben werden, ohne dass nennenswerte Abgaben darauf bezahlt werden müssen. Gefährlich ist, dass das reichste Prozent der Weltbevölkerung mehr CO<sub>2</sub> ausstösst als die ärmsten 66 Prozent zusammen. Radikal ist nicht die Initiative, sondern die Tatsache, dass dieser Rat nicht einmal bereit war, über einen vernünftigen Gegenvorschlag zu diskutieren. Der Grund ist klar: Der rechten Ratshälfte geht es darum, dass ihre Klientel weiter Vermögen anhäufen kann, ohne ihren fairen Beitrag an die Gesellschaft zu leisten. Das zeigt einmal mehr, dass die Klimakrise nicht nur eine ökolo-



gische Frage, sondern auch eine Klassenfrage ist. Ein Land kann keine Zukunft haben, wenn sich eine kleine Elite bereichert, während die breite Bevölkerung die Last trägt.

Die Initiative "für eine Zukunft" fordert nichts weiter als Fairness. Wer Fairness schon für radikal hält, sollte mal sein Weltbild überdenken.

Ich bitte Sie, die Initiative "für eine Zukunft" zur Annahme zu empfehlen.

**Andrey Gerhard (G, FR):** In der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts wurden auf kantonaler Ebene Erbschaftssteuern eingeführt, einerseits zur Finanzierung des jungen Bundesstaates, andererseits zur Überwindung des Geldadels und für mehr Chancengleichheit. Wohlstand sollte nicht länger ein vererbtes Privileg sein, sondern durch eigene Leistung erworben werden. Erbschaften waren nämlich ein zentrales Instrument der alten feudalen Ordnung, das Macht und Reichtum über Generationen in den Händen weniger konzentrierte. Heute kehren wir zurück zu alten Mustern. Der Wohlstand konzentriert sich zunehmend in den Händen weniger, nicht durch harte Arbeit, sondern durch Erbschaften. Die Zahlen sprechen eine klare Sprache: Jeder zweite Vermögensfranken ist geerbt und nicht geleistet. In den letzten dreissig Jahren hat sich das Erbschaftsvolumen inklusive Schenkungen fast verfünffacht. Das Bruttoinlandprodukt hat sich in dieser Zeit lediglich verdoppelt.

Gleichzeitig wurden die Erbschaftssteuern immer weiter gesenkt oder gar ganz abgeschafft. 1990 wurde ein geerbter Franken noch mit 4,1 Rappen besteuert, heute nur noch mit etwa 1,4 Rappen. Das hat Folgen. Die reichsten 10 Prozent der Bevölkerung haben ihr Vermögen in den letzten zwanzig Jahren verdoppelt, und die nächstreichsten 40 Prozent haben es um 50 Prozent gesteigert. Die ärmere Hälfte der Bevölkerung hingegen hat keinerlei Vermögenszuwachs erlebt. Die Schere geht also massiv auseinander. Auch die Idee der Generationengerechtigkeit wird zunehmend ausgehöhlt. 60 Prozent der Erbschaften gehen an Menschen über 60, während weniger als 5 Prozent der Erbschaften und 19 Prozent der Schenkungen an Menschen unter 40 fliessen. Diese Entwicklung gefährdet nicht nur die Chancengleichheit, sondern auch den sozialen Frieden. Im Gegensatz zur letzten Volksabstimmung über eine Erbschaftsteuer im Jahr 2015 ist unsere finanzielle Lage heute eine andere. Es stehen enorme Investitionen an, gerade um den massiven klimatischen Veränderungen zu begegnen, Veränderungen, zu welchen vermögende Menschen, ja vermögende Länder nachweislich wesentlich mehr beigetragen haben als minderbemittelte. Auch die Finanzierung der 13. AHV-Rente ist nicht gesichert. Doch statt die Arbeit durch höhere Lohnabzüge zu verteuern oder die Haushalte durch eine Erhöhung der Mehrwertsteuer zusätzlich zu belasten, sollten wir den Mut haben, gerechtere Steuersubstrate zu diskutieren. Eine Rückkehr zu einer moderaten Besteuerung auf dem Niveau der 1990er-Jahre würde den Kantonen und Gemeinden jährlich über 2,5 Milliarden Franken zusätzliche Einnahmen bringen, Geld, das dringend in Bildung, Pflege, soziale Sicherheit oder den Klimaschutz investiert werden müsste.

Es ist deshalb umso bedauerlicher, dass der Vorstoss von Kollege Jost für eine moderate Erbschaftsteuer als Gegenvorschlag zur Juso-Initiative in den Kommissionen nicht ernsthaft geprüft wurde. Eine Steuer von 10 Prozent mit einer Freigrenze von 5 Millionen Franken wäre absolut vertretbar, auch für Unternehmen, wenn die Zahlung beispielsweise über zehn Jahre gestreckt werden könnte. Ein Unternehmen, das mit dieser Regelung nicht zurechtkommt, hat ohnehin grössere Probleme als eine Erbschaftsteuer.

*Vous le remarquez: je suis un défenseur convaincu d'un impôt sur les successions, surtout en tant qu'entrepreneur. En tant que tel, je bénéficie de privilèges incroyables: une infrastructure au top, un Etat de droit stable, des systèmes de santé et de formation formidables et un droit du travail libéral. Pouvoir redistribuer une partie de ces fruits à la collectivité après la mort est pour moi une évidence.*

*Je soutiendrai donc en particulier les propositions de contre-projet, plus modérées, qui ont été élaborées par les minorités.*

**Gutjahr Diana (V, TG):** Familienunternehmen und KMU bilden das Rückgrat unserer Gesellschaft. Die Juso-Initiative bedroht deren Existenz und gefährdet damit auch Arbeits- und Ausbildungsplätze. Eine Studie der Universität St. Gallen legt den Fokus auf die fiskalischen, also die steuertechnischen Auswirkungen der Juso-Initiative. Sie zeigt aber auch auf, dass und vor allem wie Familienunternehmen von der Initiative betroffen wären. Man muss wissen, dass rund 80 Prozent der Schweizer Unternehmen zur Kategorie der Familienunternehmen zählen. Ich selbst bin Mitinhaberin eines KMU, eines Familienbetriebes, und kenne die Nachfolgethematik deshalb aus eigener Erfahrung sehr genau. Man stellt sich nämlich auch die Frage, ob man das überhaupt will, ob man ein Risiko übernehmen, Verantwortung tragen will. Man kann dann nicht einfach am Freitagabend um 17 Uhr unbesorgt das Unternehmen verlassen, sondern man ist sieben Tage die Woche an jeweils 24 Stunden für dieses verantwortlich. Ich sehe mich deshalb von der Initiative direkt herausgefordert, und das in jeder Hinsicht.

Familienunternehmen denken nämlich auch langfristig. Weshalb ist das so? Der Planungshorizont umfasst die



nächste Generation und ist nicht einfach auf die Gewinnmaximierung ausgerichtet. Oft werden diese Unternehmen von den Inhabern geführt. Diese tun sich, nebst ihrer beruflichen Tätigkeit, auch durch ein grosses soziales und finanzielles Engagement hervor. Sie unterstützen Vereine, Sport- und Kulturanlässe sowie viele andere Dinge. Weitere Merkmale von Familienunternehmen sind, dass sie eine hohe Beschäftigungssicherheit bieten und Lernende ausbilden. Man zählt auf langjährige Mitarbeitende, denn mit diesen ist eben viel Know-how und auch Loyalität verbunden.

Mit der Einführung der Erbschaftssteuer gefährdet man genau das Modell des inhabergeführten Unternehmens in der Schweiz. Als Mutter, Stimmbürgerin, Politikerin und auch Unternehmerin Sorge ich mich deshalb darum, was die Juso-Initiative will. Sie würde einen Eckpfeiler unserer heimischen Wirtschaft untergraben und damit auch unseren Wohlstand gefährden. Dieser Eckpfeiler ist ein Erfolgsfaktor, den wir über Jahrzehnte, nein, Jahrhunderte aufgebaut haben. Vor allem mittlere, aber auch grössere Schweizer Familienunternehmen, die einen Unternehmenswert von 50 Millionen Franken überschreiten, wären von der Initiative durch die 50-prozentige Besteuerung direkt betroffen.

**AB 2025 N 411 / BO 2025 N 411**

Das Vermögen des Unternehmens liegt aber nicht einfach flüssig auf einem Bankkonto, damit so eine hohe Steuerschuld bezahlt werden kann. Kollege Michel hat vorhin anschaulich erzählt, auch aus Sicht eines Unternehmens, das von einer Familie geführt wird, was es eben bedeutet, wenn man ein so grosses Vermögen besitzt, das ganze Geld aber in der Firma steckt. Unternehmen reinvestieren ihre Erträge ins Geschäft. Nur durch finanzintensive Investitionen in den Maschinenpark und neue Technologien kann man am Markt bestehen und damit unzählige Arbeitsplätze sichern.

Grundsätzlich ist es auch so, dass die Steuerverwaltung den Wert des Unternehmens einfach fixiert. Ja, sicher, ein Wert kann sich errechnen lassen, aber schlussendlich hängt der tatsächliche Wert einer Unternehmung von den Menschen in der Firma ab; von ihnen hängt es ab, ob die Firma erfolgreich ist oder nicht. Es ist deshalb auch ein Trugschluss, zu glauben, dass jede Firma Gewinne abwirft. Oder heisst das im Umkehrschluss, dass das Unternehmen nach dem Übergang Steuergelder vom Staat zurückerhält, wenn der Geschäftsverlauf nicht positiv ausfällt? Wohl kaum.

Die Juso-Initiative wird bei mittleren und grossen Familienunternehmen somit eine regelrechte Verkaufswelle auslösen. Gleichzeitig werden Unternehmende aber auch genau abwägen müssen, ob sie es sich leisten können oder wollen, den Unternehmenswert in Zukunft über die in der Initiative genannte Schwelle zu steigern. Das wird dazu führen, dass Investitionen, wichtige Investitionen zurückgefahren werden. Am Ende ist auch mit einem Rückgang der Zahl der Beschäftigten und der Ausbildungsplätze zu rechnen. Solch einen schweren Hemmschuh dürfen wir uns nicht anziehen; das entspricht nicht der Schweizer Kultur. Mit der Juso-Initiative hätten mittlere und grössere Familienunternehmen in der Schweiz in Zukunft keine Chance mehr; sie würden nach und nach verschwinden.

Ich möchte das nicht und werde dafür auch keine Verantwortung übernehmen. Deshalb sage ich entschieden Nein zur Erbschafts-Initiative der Juso.

**Schaffner** Barbara (GL, ZH): Was kann ich nach über fünfzig Einzelvotanten noch Neues zu dieser Diskussion beitragen? Einerseits schliesse ich mich den Meinungen an, die diese Initiative als Gefahr für die Prosperität unserer Wirtschaft und für Nachfolgeregelungen bei Familienunternehmen sehen. Den letzten Punkt hat Kollege Michel gerade sehr eindrücklich und transparent dargelegt. Auch Kollegin Gutjahr kennt die Thematik von innen und hat darauf hingewiesen. Andererseits unterstütze ich die Meinung, dass wir mehr Geld für Klimaschutzmassnahmen und Investitionen in die Energiewende brauchen.

Ich bin klar der Meinung, dass Klimaschutzmassnahmen nicht mit Anliegen des sozialen und fiskalischen Ausgleichs verknüpft werden sollten. Trotzdem dürfen wir vor dem Auseinanderdriften von Einkommen und Vermögen in der Schweiz nicht die Augen verschliessen. Während ein Teil der Bevölkerung von wachsendem Wohlstand profitiert, kämpfen andere mit steigenden Lebenshaltungskosten, stagnierenden Löhnen und einer wachsenden Unsicherheit in Hinblick auf ihre finanzielle Zukunft. Diese Entwicklung birgt soziale Spannungen und gefährdet den gesellschaftlichen Zusammenhalt. Für einen stabilen sozialen Frieden, der schlussendlich auch das Fundament einer prosperierenden Wirtschaft ist, braucht es gezielte Gegenmassnahmen.

Eine Möglichkeit, dieser Entwicklung entgegenzuwirken, wäre die Einführung einer moderaten Vermögenssteuer auf Bundesebene. Während alle Kantone in der Schweiz eine Vermögenssteuer kennen, verzichtet der Bund bislang auf eine solche Einnahmequelle. Ein entsprechendes Postulat meinerseits ist hängig und wird voraussichtlich in der Sondersession beraten.

Eine Vermögenssteuer könnte eine gerechtere und nachhaltigere Alternative zu einer Erbschaftssteuer sein



und mit minimalem administrativem Aufwand umgesetzt werden, da die Kantone die entsprechende Datengrundlage eben schon haben. Dieser Ansatz liegt auch dem Gegenvorschlag der Minderheit I (Widmer Céline) zugrunde. Allerdings kann der Steuersatz von 1 Prozent pro Jahr nicht als moderat bezeichnet werden, und auch ihr Gegenvorschlag macht die sachfremde Verknüpfung von sozialen Anliegen mit Klimaschutz.

Lassen Sie uns deshalb nun nicht unter dem Druck einer Volksinitiative einen Schnellschuss machen, sondern machen wir zum Beispiel im Rahmen des Entlastungspakets 2027 oder des von mir erwähnten Postulates eine breite Auslegeordnung. Neben den angedachten Sparmassnahmen im Entlastungspaket müssten nämlich auch Massnahmen auf der Einnahmenseite diskutiert werden. In diesem Rahmen kann eine moderate Erbschaftssteuer eine Option sein, genauso wie eine Vermögenssteuer oder die Abschaffung gewisser Steuerabzüge oder Steuervorteile.

Zum jetzigen Zeitpunkt lehne ich jedoch die extreme Forderung der Initiative wie auch die verschiedenen Gegenvorschläge ab.

**Kolly Nicolas (V, FR):** Il y a un mois, la Suisse refusait sèchement l'expérimentation économique prônée par les Jeunes Verts dans leur initiative pour la responsabilité environnementale.

Avec cette initiative de la Jeunesse socialiste suisse, nous avons droit à la saison 2, cette fois-ci dans le domaine des expérimentations fiscales. Comme pour la saison 1 et l'initiative de leurs camarades des Jeunes Verts, sur le papier, cette initiative peut paraître séduisante. Cependant, celle-ci ne passe pas l'écueil d'une analyse même sommaire des conséquences fiscales d'une éventuelle acceptation de cette initiative.

Oui, le monde est ainsi fait que les collectivités publiques sont en concurrence fiscale au bas de l'échelle, naturellement, les communes entre elles, puis dans notre pays les cantons, et enfin au sommet les Etats en concurrence directement entre eux. Oui, cette situation est saine, car elle pousse les collectivités à maintenir autant que possible une fiscalité attractive, une fiscalité basse, une fiscalité non privative du fruit du travail de chacun, du fruit du travail d'une vie.

Or, les conséquences de cette initiative de la Jeunesse socialiste suisse sont connues. Les assujettis concernés, soit les fortunes de plus de 50 millions de francs, pourraient, pour un nombre relativement important d'entre eux, quitter la Suisse. Le manque à gagner pour la Confédération et les cantons serait de plusieurs milliards de francs, semble-t-il; autant d'argent qu'il faudrait ponctionner auprès d'une classe moyenne déjà trop mise sous pression. Cela n'est pas acceptable.

Cette initiative affaiblirait directement les investissements et l'innovation en Suisse. En effet, pourquoi investir dans un nouvel outil de travail dans notre pays, puisque celui-ci, lors de la succession, devrait être de facto transmis à la collectivité à hauteur de 50 pour cent? Ce frein à l'investissement aurait ainsi des conséquences très importantes sur l'ensemble du tissu économique de notre pays.

La fiscalité d'une collectivité est un délicat équilibre. Le point de bascule trouvé aujourd'hui est le fruit de dizaines d'années d'expériences et d'analyses de la situation de la capacité fiscale des personnes concernées, que ce soit les personnes physiques ou les personnes morales. Qu'on se le dise, cette initiative est un danger pour la Suisse et affaiblirait les moyens de la Confédération et des cantons, affaiblissant ainsi directement les politiques sociales et climatiques voulues.

Pour ces raisons, je recommanderai le rejet de cette initiative.

**Wettstein Felix (G, SO):** Die warnenden Stimmen haben sich in den letzten Stunden beinahe überschlagen: Die Reichsten unseres Landes werden alle wegziehen! Ich frage alle diese Warnerinnen und Warner: Kennen Sie ein Land, das Wirtschaftsflüchtlinge aufnimmt?

Die Besteuerung des Erbes ergibt eine der fairsten und gerechtesten Steuern, wenn nicht die gerechteste überhaupt; dies deshalb, weil die erbberechtigte Person zu einem Einkommens- und Vermögenszuwachs kommt, ohne dass sie dafür Leistung erbringen musste. Es macht durch und durch Sinn, dass ein Teil davon der Gemeinde, dem Kanton, dem

AB 2025 N 412 / BO 2025 N 412

Bund in Form von Steuern bleibt – auch beim Erben innerhalb der Familie.

Leider haben wir in den letzten zwei Jahrzehnten eine Gegenbewegung erlebt, die inzwischen zu einer neuen Normalität geführt hat: Fast alle Kantone haben die Erbschaftssteuer für Nachkommen abgeschafft und für weitere begünstigte Personen stark zurückgefahren.

Die Erbschaftssteuer ist eine Form der Finanztransaktionssteuer. Sie läuft zwar normalerweise nicht unter dieser Kategorie, aber sie entspricht dem, was auch der Bundesrat und alle namhaften Ökonomen und Ökonomen als Finanztransaktion definieren: Geldbeträge werden von einem Vermögensbestand auf einen anderen Vermögensbestand übertragen. Anders gesagt: Das übertragene Geld wird nicht im Austausch gegen



ein Produkt oder eine Dienstleistung eingesetzt. Diesen Vorgang zu besteuern ist bei allen Finanztransaktionen sinnvoll, so auch bei Schenkungen oder Erbgängen, gerade weil es der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit nicht widerspricht. Die Steuer schöpft einen Teil dessen ab, was ohne Leistung erworben wurde.

Sollen nun der Bund, die Kantone, die Gemeinden die Einnahmen aus Erbschaftssteuern zweckgebunden einsetzen? Da bin ich skeptisch. Wir tun gut daran, Steuereinnahmen nicht an einen Zweck zu binden. Die einzige sinnvolle Ausnahme liegt dann vor, wenn wir eine steuernde, eine lenkende Absicht verfolgen. Richtig scheint mir darum, dass auf gesundheits- oder umweltschädigenden Produkten bzw. Vorgängen eine zusätzliche Steuer erhoben wird. Ihr Ertrag soll dazu eingesetzt werden, die Bewältigung der Belastung sowie die Prävention und die Umstellung auf nicht schädigende Produkte mitzufinanzieren. Bei den Einnahmen aus Erbschaften verfolgt die öffentliche Hand jedoch keine lenkende Absicht, und darum scheint es mir folgerichtig, dass die Erträge für das ganze Spektrum der zu erfüllenden öffentlichen Aufgaben zur Verfügung stehen. Sie hören heraus, dass ich in diesem Punkt die Initiative kritisiere: Sie verlangt, dass die Erträge zweckgebunden einzusetzen seien, und damit habe ich Mühe. Es steht ausser Zweifel, dass unser Land für die Bewältigung der Klimakrise noch deutlich mehr investieren muss als bisher. Dafür ist der Klimafonds das richtige Instrument. Seine Speisung muss jedoch aus allgemeinen Mitteln erfolgen, vergleichbar mit den Infrastrukturfonds, die wir bereits haben, zumal der Bedarf in ein paar Jahrzehnten vermutlich ein anderer sein wird.

Wir sollten also einen nationalen Mindeststandard der Besteuerung von Erbschaften und Schenkungen definieren. Selbstverständlich muss diskutiert werden, wie hoch der Steuersatz sein soll. Auch macht es Sinn, dass es für Nachkommen einen Steuerfreibetrag gibt. Und weiter ist es berechtigt und notwendig, darüber nachzudenken, wie die Unternehmensnachfolge im Erbrecht zu regeln ist, damit ein familiär geführtes Gewerbe nicht zerbricht. Es gibt im nahen Ausland Beispiele, die zeigen, wie das geht; wir dürfen von diesen abschauen.

Ich bedauere ausserordentlich, dass alle Anträge für einen Gegenvorschlag in der Kommission in der Minderheit blieben. Ein solcher Gegenvorschlag könnte den Kritikpunkten begegnen und gleichwohl die Türe für eine sinnvolle Besteuerung des Erbes öffnen. Er würde den Mindestanspruch definieren; die Kantone wären weiterhin frei, weiter zu gehen. Der Föderalismus, dessen Untergang auch beschworen wurde, wäre also gewahrt.

Jeder Minderheitsantrag, der uns vorliegt, ist besser als die Verteufelung der Erbschaftssteuer. Zur Initiative werde ich weder eine ablehnende noch eine zustimmende Empfehlung abgeben.

**Götte Michael (V, SG):** Kollege Wettstein, warum muss jemand, der wegzieht, ein Wirtschaftsflüchtling sein? Er kann auch ohne Flucht wegziehen. Und noch die Antwort auf die Frage, ob jemand Flüchtlinge wirtschaftlicher Art aufnimmt: Ja, die Schweiz tut das.

**Wettstein Felix (G, SO):** Ich habe jetzt die Frage nicht herausgehört.

**Bertschy Kathrin (GL, BE):** Ich möchte Ihnen ein liberales Plädoyer für eine Erbschafts-, eine Nachlasssteuer halten. Das kam mir bisher zu kurz.

Für mich stellt sich die Frage nicht, ob wir zusätzliche Einnahmen benötigen. Die Frage ist, welche Einnahmen wir benötigen und welche am wenigsten schmerzhaft für die Bevölkerung, für den Innovationsstandort und die Wohlfahrt sind. Da hat eine Nachlasssteuer weniger Nachteile als andere Steuerarten, die man erheben oder erhöhen könnte.

Bund und Kantone haben einen hohen ausgewiesenen zusätzlichen Finanzbedarf. Um den Wohlstand nicht zu gefährden, müssen diese Einnahmen so wenig leistungshemmend wie möglich erfolgen. In der Klima- und Umweltpolitik reichen die Massnahmen, die ergriffen wurden, bei Weitem nicht aus. Es ist gleichzeitig in den letzten beiden Jahrzehnten nicht gelungen, Subventionen und Steuervergünstigungen abzubauen, auch solche, die klar biodiversitäts- oder klimaschädigend sind. Dort liessen sich auf sehr effiziente Art Mindereinnahmen des Staates reduzieren. Das ist nicht gelungen.

Zudem sind wir mit dem demografischen Fakt konfrontiert, dass unsere Gesellschaft altert. Bei der AHV steigt das jährliche Defizit gemäss Prognosen bis 2050 auf jährlich 14 bis 18 Milliarden Franken. Der Finanzbedarf ist also erheblich. Je länger wir zuwarten, diese Aufgaben zu finanzieren, desto stärker werden die Kosten auf jüngere Generationen verlagert. In der Klima- und Umweltpolitik hat das Zuwarten zudem zur Folge, dass der Preis der Wiederinstandstellung und womöglich der Anpassung stetig steigt. Ja, ich mache mir grosse Sorgen, dass wir zu spät handeln, nicht nur für die Natur, für die Lebensgrundlagen, auch für das wirtschaftliche Wohlergehen, und es ist eine unangenehme Tatsache, dass wir Mehreinnahmen benötigen.

Es geht meines Erachtens um ein rationales Abwägen. Steuern auf Einkommen, auf Unternehmensgewinnen hemmen den Erwerb, sie hemmen die unternehmerische Leistung. Solche auf Konsum sind für untere Einkommen sehr belastend, weil der Grundbedarf nicht substituierbar ist. Steuern auf Erbschaften führen, wenn sie



viel zu hoch ausfallen, zur Abwanderung von vermögenden Personen und reduzieren so unter Umständen sogar die Steuereinnahmen. Bei dieser Initiative ist der Bogen klar überspannt. Sie wird zu Abwanderung führen. Sie dürfte Mindereinnahmen zur Folge haben – sehr ungeschickt und nicht im Sinne der Idee. Ich empfehle die Initiative darum zur Ablehnung, wie das auch meine Fraktion tut.

Eine moderate Steuer auf Erbschaften hingegen hätte diese negativen Effekte nicht, wenn sie schlaue ausgestaltet wäre und zwischen 1 und 5 Prozent liegen würde. Sie würde das Leistungsprinzip und die Chancengerechtigkeit stärken, weil sie jene zahlen würden, welche Glück hatten, dass ihnen ohne eigene Leistung etwas von den Vorfahren zufällt.

Die Frage von Unternehmensnachfolgen kann und soll man unbedingt lösen, indem die Steuer zum Beispiel erst fällig würde, wenn eine Veräusserung stattfindet. Vorher würde sie latent bleiben. Wir kennen das Prinzip bei der Grundstückgewinnsteuer. Das ist lösbar und muss auch gelöst werden. Eine solche Steuer, eine tiefe, tiefprozentige Erbschaftssteuer, würde die Eigenverantwortung, das Leistungsprinzip und die Chancengerechtigkeit ab Geburt stärken. Das sind alles liberale Prinzipien, für die sich ein Entstehen lohnt. Es muss auch einer jungen Generation möglich sein, Eigentum aus eigener Leistung zu erwerben, was immer weniger der Fall ist. Wir entfernen uns von liberalen Prinzipien, und das ist nicht gut für den sozialen Zusammenhalt und die Generationengerechtigkeit.

Ich plädiere darum für einen Umbau, einen liberalen Umbau des Steuersystems in ein System, das auch eine Komponente Erbschaftssteuer enthält, und werde in diesem Sinne die sehr moderaten Gegenvorschläge gemäss den Anträgen der Minderheit I (Widmer Céline) und der Minderheit IV (Ryser) unterstützen. Ich bin überzeugt, dass wir in ein paar Jahren noch einmal darauf zurückkommen werden, weil die Alternativen allesamt weniger gut sind.

**Fehr Düsel Nina (V, ZH):** Die Juso will eine Erbschaftssteuer einführen. Die entsprechende Initiative ist

AB 2025 N 413 / BO 2025 N 413

entschieden abzulehnen, und zwar aus vielen Gründen. Eine Annahme der Initiative würde Familienunternehmen zerstören und zu Mindereinnahmen führen. Auch der Bundesrat empfiehlt die Initiative entschieden zur Ablehnung. Diverse mittelständische Unternehmen müssten gar zwangsverkauft werden, weil die Mittel gebunden sind. Viele Unternehmen machen bereits heute viel für den Klimaschutz. Viele Vermögen würden die Schweiz gar verlassen. Es wäre ein Eingriff in kantonale Kompetenzen, die Schweiz würde im internationalen Vergleich unattraktiv. Es gäbe eine grosse Rechtsunsicherheit, da rückwirkend Ausführungsbestimmungen erlassen würden.

Eine breite Allianz setzt sich gegen die Initiative ein. Wir wollen keine Familienunternehmungen und Start-ups bedrohen. Die Initiative ist viel zu radikal, darum empfehlen wir ein Nein im Sinne der Wirtschaft, denn die Wirtschaft sind wir alle. Wir wollen keine Abwanderung von Unternehmen, von KMU, keine Abwanderung von Vermögen aus der Schweiz und keine radikale Umverteilung. Es geht eben nicht nur um die reichsten 1 Prozent.

**Keller-Sutter Karin, Bundespräsidentin:** Die Volksinitiative "für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)" der Jungsozialistinnen und Jungsozialisten Schweiz wurde am 8. Februar 2024 eingereicht. Am 13. Dezember 2024 hat der Bundesrat Ihnen seine Botschaft überwiesen, mit dem Antrag auf Ablehnung ohne direkten Gegenvorschlag.

Was will die Initiative? Im Kern fordert die Initiative die Beschaffung zusätzlicher Einnahmen für Bund und Kantone, die für die Klimapolitik eingesetzt werden sollen. Dazu soll konkret eine Bundeserbschafts- und -schenkungssteuer eingeführt werden. Diese Steuer soll ab einem einmaligen Freibetrag von 50 Millionen Franken auf der Summe des Nachlasses und aller Schenkungen zur Anwendung gelangen. Der Steuersatz soll 50 Prozent betragen. Unberührt bleiben soll dabei die Kompetenz der Kantone, eine Erbschafts- und Schenkungssteuer zu erheben. Der Rohertrag aus der neuen Steuer ginge zu zwei Dritteln an den Bund, zu einem Drittel an die Kantone. Bund und Kantone müssten diese Mittel dann zweckgebunden ausschliesslich für die Bekämpfung des Klimawandels einsetzen.

In der Übergangsbestimmung verlangt die Initiative in Absatz 1 ausserdem Ausführungsbestimmungen, unter anderem zur Verhinderung der Steuervermeidung, aber auch zur Sicherstellung einer lückenlosen Besteuerung sowie zur Verwendung des Rohertrags der Steuer "zur Unterstützung des sozial gerechten, ökologischen Umbaus der Gesamtwirtschaft". Gemäss Absatz 2 der Übergangsbestimmung soll der Bundesrat bis zum Inkrafttreten der gesetzlichen Ausführungsbestimmungen innert drei Jahren nach Annahme der Initiative die Ausführungsbestimmungen per Verordnung erlassen. Die Ausführungsbestimmungen sollen dabei auf Nach-



lässe und Schenkungen Anwendung finden, die nach der Annahme der Initiative ausgerichtet werden. Hier verlangt die Initiative also ausdrücklich eine rückwirkende Anwendung der Ausführungsbestimmungen.

Ich komme zur Auslegung der Initiative durch den Bundesrat. Ich gehe zuerst auf die Übergangsbestimmung ein, zumal sie besonders viel zu reden gegeben hat. Anschliessend äussere ich mich zur Frage der Gültigkeit und zu den finanziellen Auswirkungen, bevor ich eine Gesamtwürdigung mache.

Die Übergangsbestimmung hat viele Fragen aufgeworfen. Weil sie eine Rückwirkung verlangt, war gerade auch in den Kantonen die Sorge gross, dass vermögende und von der Initiative potenziell betroffene Personen die Schweiz verlassen, noch bevor überhaupt über die Initiative abgestimmt werden konnte, dass die Initiative also eine schädliche sogenannte Vorwirkung entfaltet. Das hat dann auch eine Diskussion darüber ausgelöst, ob die Initiative zumindest teilweise für ungültig erklärt werden sollte. Die Eidgenössische Steuerverwaltung hat diese Frage zusammen mit dem Bundesamt für Justiz sorgfältig geprüft.

Das Resultat war folgendes: Nach Absatz 2 der Übergangsbestimmung finden die Ausführungsbestimmungen, wie erwähnt, rückwirkend Anwendung auf Nachlässe und Schenkungen, die nach der Annahme der Initiative ausgerichtet werden. Bei Inkrafttreten der Ausführungsbestimmungen würden also auch Nachlässe und Schenkungen besteuert, die bereits vorher, konkret im Zeitraum zwischen der Volksabstimmung und dem Inkrafttreten der Ausführungsbestimmungen, von einer Person mit Wohnsitz in der Schweiz ausgerichtet worden sind. Das bedeutet konkret: Falls die Volksinitiative angenommen werden sollte und am Tag darauf eine Person in der Schweiz mit einem Vermögen von über 50 Millionen Franken stirbt, dann wird dieser Nachlass rückwirkend besteuert, sobald die entsprechende Ausführungsbestimmung in Kraft gesetzt wurde. Nach Absatz 1 der Übergangsbestimmung sollen mit den Ausführungsbestimmungen aber zugleich auch Massnahmen zur Verhinderung der Steuervermeidung, das ist Buchstabe a, und zur Verwendung des Rohertrags zur Unterstützung des erwähnten sozial gerechten ökologischen Umbaus der Gesamtwirtschaft erlassen werden; das findet sich in Buchstabe b.

Darum stellt sich die Frage, ob die Rückwirkung auch für diese zusätzlichen Ausführungsbestimmungen gilt. Die Prüfung hat ergeben, dass dies nicht der Fall ist. Warum? Nach Wortlaut und Systematik bezieht sich die von der Initiative geforderte rückwirkende Anwendung nur auf die Besteuerung von Nachlässen und Schenkungen, die nach der allfälligen Annahme der Volksinitiative ausgerichtet werden, nicht aber auf Massnahmen zur Verhinderung von Steuervermeidung. Eine rückwirkende Anwendung auch der Massnahmen zur Verhinderung der Steuervermeidung würde mit dem verfassungsrechtlich gewährleisteten Vertrauensgrundsatz kollidieren. Lehre und Rechtsprechung verlangen unter anderem, dass eine echte Rückwirkung ausdrücklich durch die Norm angeordnet sein oder sich zumindest klar aus dieser ergeben muss.

Diese Anforderung ist bei den gesetzlichen Massnahmen zur Steuervermeidung und den gesetzlichen Vorschriften über die Verwendung des Rohertrags nicht erfüllt. Demnach können die von der Initiative geforderten Massnahmen zur Verhinderung von Steuervermeidung nicht rückwirkend in Kraft gesetzt werden. Vielmehr würden sie erst ab dem Zeitpunkt gelten, zu dem die entsprechenden Ausführungsbestimmungen in Kraft gesetzt werden, also spätestens drei Jahre nach einer allfälligen Annahme der Volksinitiative. Ein Wegzug ins Ausland wäre also auch bei einer Annahme der Initiative bis zum Erlass der Ausführungsbestimmungen noch ohne Steuerfolgen möglich.

Ich fasse diesen Teil zusammen: Die Initiative entfaltet zwar eine Rückwirkung, wenn eine Person mit einem Vermögen von mehr als 50 Millionen Franken am Tag nach der allfälligen Annahme der Initiative stirbt oder eine Schenkung macht. Der entsprechende Nachlass oder die Schenkung könnten dann bis zu drei Jahre später noch mit einem Steuersatz von 50 Prozent besteuert werden. Hingegen dürfen die Massnahmen, die die Initiative zur Verhinderung von Steuervermeidung verlangt, nicht rückwirkend angewandt werden. Sie gelten also erst ab Inkrafttreten der entsprechenden Ausführungsbestimmungen.

Die befürchtete Vorwirkung der Initiative ist damit abgeschwächt. Es bleibt aber natürlich der Umstand, dass Personen durch die Initiative vom Zuzug in die Schweiz abgehalten werden könnten. Unabhängig von der Frage der Rückwirkung stellt sich auch die Frage, wie die Massnahmen gegen die Steuervermeidung konkret aussehen könnten. Dies müsste im Falle einer Annahme zwar noch weiter vertieft werden, der Bundesrat macht aber auch dazu bereits in der Botschaft einige Ausführungen.

Aus rechtlichen Gründen ausgeschlossen wäre eine Einschränkung oder gar ein Verbot eines Wegzugs für potenziell von der Bundeserbschafts- und -schenkungssteuer betroffene Personen, beispielsweise mittels Passenzug oder Kapitalverkehrskontrollen. Solche Massnahmen würden einen unverhältnismässigen Eingriff in die persönliche Freiheit und die Niederlassungsfreiheit darstellen. Dies gilt auch für eine Wegzugssteuer, wie sie ebenfalls bereits öffentlich diskutiert wurde. Unsere rechtliche Analyse hat jedenfalls gezeigt, dass





eine solche Steuer ebenfalls ein unverhältnismässiger Eingriff in die persönliche Freiheit und die Niederlassungsfreiheit wäre, weil ein Wegzug eben auch aus anderen Gründen als der Steuervermeidung erfolgen kann, z. B. aus beruflichen oder familiären.

Eine Massnahme gegen die Steuervermeidung könnte hingegen die sogenannte nachwirkende Besteuerung sein. Dabei würde eine Wohnsitzverlegung von der Schweiz ins Ausland für eine gewisse Zeit in dem Sinne nicht anerkannt, als für Bundeserbschafts- und -schenkungssteuerzwecke für eine zeitlich beschränkte Zeit, z. B. für fünf Jahre, ein andauernder Wohnsitz in der Schweiz angenommen würde. Würde also eine betroffene Person innert fünf Jahren nach ihrer Wohnsitzverlegung eine Schenkung machen oder versterben, so würde die Schweiz die Bundeserbschafts- und -schenkungssteuer erheben. Allerdings wäre eine solche nachwirkende Besteuerung unter anderem aufgrund der Doppelbesteuerungsabkommen nicht ohne Weiteres durchsetzbar. Auch abgesehen von möglichen Konflikten mit diesen Abkommen wäre eine nachwirkende Besteuerung nicht ohne Weiteres durchsetzbar.

Ich komme zur Frage der Gültigkeit und versuche mich hier kurzzuhalten. Nach Artikel 139 Absatz 3 der Bundesverfassung muss eine Volksinitiative die Einheit der Form und der Materie wahren, um gültig zu sein. Zudem darf die Initiative zwingende Bestimmungen des Völkerrechts nicht verletzen. Daneben besteht auch noch der ungeschriebene Ungültigkeitsgrund der Undurchführbarkeit. Vorliegend steht aus rechtlicher Sicht einzig das Erfordernis der Einheit der Materie infrage.

Gemäss Artikel 75 Absatz 2 des Bundesgesetzes über die politischen Rechte ist die Einheit der Materie gewahrt, wenn zwischen den einzelnen Teilen einer Initiative ein sachlicher Zusammenhang besteht. Mit dieser Anforderung soll die freie und unverfälschte Willensbildung und -kundgebung der Unterzeichner sowie der Stimmbevölkerung geschützt werden. In der bisherigen Praxis wird die Einheit der Materie unter anderem dann grundsätzlich als gegeben erachtet, wenn eine Volksinitiative den angestrebten Zweck und gleichzeitig dessen Finanzierung umschreibt. Dies ist vorliegend der Fall. Der Bundesrat sieht keinen Anlass, die Initiative für ungültig bzw. teilungsgültig zu erklären, zumal die massgebenden Gültigkeitskriterien erfüllt sind.

Zu den finanziellen Auswirkungen: Ich möchte vorweg betonen, dass es sich hier um Schätzungen handelt, und Sie wissen, dass diese immer mit der nötigen Vorsicht zu geniessen sind. Im vorliegenden Fall hat sich die Eidgenössische Steuerverwaltung auf drei Quellen gestützt, um die finanziellen Folgen der Volksinitiative bestmöglich zu schätzen: erstens auf die Daten der gesamtschweizerischen Vermögenssteuerstatistik aus dem Jahr 2021, zweitens auf eine bei den Kantonen durchgeführte Ad-hoc-Erhebung von Einzeldaten zu Steuerpflichtigen mit Reinvermögen von mehr als 50 Millionen Franken und drittens auf ein Gutachten von Professor Marius Brülhart von der Universität Lausanne. Demnach verfügen in der Schweiz schätzungsweise rund 2500 Personen über ein Vermögen von mehr als 50 Millionen Franken. Insgesamt dürften sich ihre Vermögen auf rund 500 Milliarden Franken belaufen. Das ergibt theoretisch ein Ertragspotenzial von 4 Milliarden Franken.

Das ist aber eine rein statische Betrachtung. Die Frage ist, wie sich dieses Steuersubstrat verändern würde, wenn man es mit 50 Prozent besteuern würde, wie es die Initiative verlangt. Professor Brülhart hat das im Auftrag der ESTV untersucht. In seinem Gutachten geht er von einem Nettoabfluss von 77 bis 93 Prozent des potenziell von der Steuer betroffenen Steuersubstrats aus. Die ESTV schätzt den Verlust höher, auf 85 bis 98 Prozent. Warum? Weil der ESTV konkrete Daten von Steuerpflichtigen in den Kantonen zur Verfügung stehen. Von den theoretischen 4 Milliarden Franken Steuererträgen verblieben damit aus einer Bundeserbschafts- und -schenkungssteuer nur noch 100 bis 650 Millionen Franken. Allerdings stünden diesen möglichen neuen Einnahmen gewichtige Mindereinnahmen bei der Einkommens- und Vermögenssteuer gegenüber. Unter dem Strich könnte die Rechnung damit sogar ins Negative kippen.

Es ist also so, dass insgesamt nicht mehr, sondern weniger Steuern anfallen könnten. Zu diesem Schluss kommt die ESTV, indem sie die Schätzungen zu den Verhaltensanpassungen aus dem Gutachten Brülhart auf die Daten der Kantone anwendet; ich habe es vorhin erwähnt. Konkret könnten also die Einnahmen aus der neuen Bundeserbschafts- und -schenkungssteuer etwa 100 bis 650 Millionen Franken betragen, die Ausfälle jedoch 2,8 bis 3,7 Milliarden Franken.

Ich möchte gerne noch etwas zu den Pauschalbesteuerten sagen. Es wurde ja in der Sonntagspresse ein Artikel publiziert, in dem gesagt wurde, dass die Schätzungen der ESTV nicht mehr gültig seien. Ich möchte hier einfach noch einmal darauf hinweisen, dass die Daten, die erhoben wurden, eine gewisse Unsicherheit aufweisen. Das sagt der Bundesrat klar in seiner Botschaft. Das betrifft auch die nach dem Aufwand besteuerten Personen. Da die Vermögen dieser Personen den Kantonen nicht vollständig bekannt sind, konnte die ESTV diese Gruppe von Steuerpflichtigen bei den Schätzungen nicht berücksichtigen. Der Bundesrat hat das in der Botschaft ausdrücklich gesagt. Auch Professor Brülhart konnte diese Gruppe für seine Schätzungen nicht berücksichtigen und hat dies in seinem Gutachten ebenfalls ausgewiesen. Ich erwähne das hier, weil eben ein entsprechender Artikel publiziert wurde, der einen anderen Eindruck erweckt.



Ich möchte festhalten, dass auch die Berücksichtigung der Aufwandbesteuerten an der Argumentation des Bundesrates, wonach die vorgeschlagene Erbschaftssteuer beim Bund und insbesondere bei den Kantonen netto zu Mindereinnahmen führen könnte, nichts ändert. Bei der Berücksichtigung der Aufwandbesteuerten vergrössert sich zwar zweifelsohne das Ertragspotenzial der Steuer vor einer Verhaltensanpassung, allerdings ist bei diesen Steuerpflichtigen von einer ausgeprägten Steuerempfindlichkeit auszugehen. Sie sind in der Schweiz, weil sie hier günstige Bedingungen haben – sie sind pauschal besteuert –, und wenn diese günstigen Bedingungen wegfallen, ist es möglich, dass sie wegziehen.

Der Bundesrat lehnt die Initiative ab, weil er erstens der Meinung ist, dass Bund und Kantone bereits eine aktive Klimapolitik betreiben. Wir teilen zwar das klimapolitische Anliegen der Initiantinnen und Initianten, und es ist so, dass zur Bekämpfung des Klimawandels umfangreiche Mittel notwendig sind. Der Bundesrat hält die Initiative aber für den falschen Weg. Es ist so, dass heute bereits eine aktive und verursachergerechte Klima- und Energiepolitik betrieben wird. Damit ist das Kernanliegen der Initiative erfüllt.

Zweitens befürchtet der Bundesrat negative Auswirkungen auf die Steuereinnahmen von Bund, Kantonen und Gemeinden; ich habe das bereits etwas ausgeführt. Im internationalen Vergleich zeigt sich, dass die geplante Steuer mit einem Steuersatz von 50 Prozent und einem Freibetrag von 50 Millionen Franken deutlich über den Steuersätzen vieler OECD-Länder liegt. Während einige Länder wie Österreich, Norwegen und Schweden die Erbschafts- und Schenkungssteuer abgeschafft haben, setzen andere Länder wie Japan, Frankreich und Belgien ebenfalls auf hohe Steuersätze, jedoch mit grosszügigen Erleichterungen, etwa für Ehegatten, Nachkommen, das Betriebsvermögen oder andere Ausnahmen.

Drittens bedeutet die Initiative einen Eingriff in den Föderalismus. Die Erbschafts- und Schenkungssteuer fällt traditionell in die Zuständigkeit der Kantone. 24 Kantone erheben eine Erbschafts- und Schenkungssteuer, lediglich Schwyz und Obwalden tun dies nicht. Obwohl die Kompetenz der Kantone zur Erhebung von Erbschafts- und Schenkungssteuern durch die Initiative formal nicht abgeschafft würde, würde die Einführung einer Bundessteuer ihren fiskalischen Spielraum in diesem Bereich zwangsläufig einschränken. Auch die Zweckbindung ist aus föderalistischer Sicht problematisch, weil die Verwendung der Steuererträge ja auch den Kantonen vorgeschrieben würde und das die Finanzautonomie der Kantone beschneiden würde.

Ich denke, ich habe klar dargelegt, aus welchen Gründen der Bundesrat der Meinung ist, dass man diese Initiative ablehnen sollte. Der Bundesrat empfiehlt Ihnen auch, der Initiative keinen Gegenentwurf gegenüberzustellen, und lehnt deshalb die Minderheitsanträge ab. Ich danke Ihnen für Ihre Geduld.

AB 2025 N 415 / BO 2025 N 415

**Molina** Fabian (S, ZH): Frau Bundespräsidentin, ich habe eine Nachfrage zum von Ihnen angesprochenen Thema der Pauschalbesteuerung. Ich komme ja aus einem Kanton, der die Pauschalbesteuerung 2009 abgeschafft hat, und deshalb haben wir gewisse Erfahrungswerte, was das Verhalten dieser Personen anbelangt. Nach Abschaffung der Pauschalbesteuerung ist etwas weniger als die Hälfte der Pauschalbesteuerten aus dem wunderschönen Kanton Zürich weggezogen. Mit Annahme der Initiative hätten ja diese Pauschalbesteuerten immer noch das Privileg, pauschal besteuert zu werden, bis zum Tod, dann müssten sie eine Erbschaftssteuer von 50 Prozent auf die zusätzlichen Millionen bezahlen. Weshalb hat der Bundesrat das nicht in seine Schätzung einbezogen, und weshalb sagen Sie, dass das nichts an der Argumentation des Bundesrates ändere? Da geht es ja um Milliarden, das ändert doch sehr, sehr viel.

**Keller-Sutter** Karin, Bundespräsidentin: Geschätzter Herr Nationalrat Molina, ich meine, ich hätte das deutlich gesagt. Es ist so, dass die Vermögen dieser Personen den Kantonen nicht vollständig bekannt sind, und deshalb konnte man das gar nicht in die Schätzung mit einbeziehen, und es ist auch beim Gutachten von Professor Brühlhart nicht mit einbezogen worden. Wir sind der Meinung, dass das nicht viel ändert, weil die Steuerempfindlichkeit dieser Personen hoch ist, und sie dürfte natürlich höher sein, Herr Molina, wenn man eine solche prohibitiv hohe Besteuerung einführt. Ich gehe nicht davon aus, dass der Kanton Zürich hier einen Steuersatz von 50 Prozent hat.

**Müller** Leo (M-E, LU), für die Kommission: Wir haben zu Beginn der Debatte zu dieser Initiative Bericht aus der Kommission erstattet. Es haben alle Fraktionssprechenden dazu gesprochen, wir haben etwa sechzig Rednerinnen und Redner gehört. Der Bundesrat hat seine Haltung bekannt gegeben. Ich glaube, da gibt es nichts Substanzielles mehr beizutragen.

Ich möchte die Resultate der Abstimmungen in der WAK-N hier aber nochmals kurz wiederholen, damit Sie diese präsent haben. Es liegen vier Minderheitsanträge für direkte Gegenvorschläge vor. Der dem vorliegenden Antrag der Minderheit I (Widmer Céline) entsprechende Antrag wurde in der WAK mit 17 zu 8 Stimmen



bei 0 Enthaltungen abgelehnt. Der Antrag, der Ihnen jetzt als Antrag der Minderheit II (Bendahan) vorliegt, wurde ebenfalls mit dem gleichen Resultat abgelehnt. Der Antrag, der dem Antrag der Minderheit III (Amoos) entspricht, wurde mit 18 zu 7 Stimmen bei 0 Enthaltungen abgelehnt. Der jetzige Antrag der Minderheit IV (Ryser) wurde in der Kommission ebenfalls mit 17 zu 8 Stimmen bei 0 Enthaltungen abgelehnt. Dann zur Empfehlung zur Volksinitiative in Artikel 2 der Vorlage 1: Die Empfehlung gegenüber Volk und Ständen lautet, die Initiative abzulehnen. Das Abstimmungsergebnis in der Kommission war auch hier klar: Die Empfehlung wurde mit 17 zu 8 Stimmen bei 0 Enthaltungen abgegeben.

**Pamini** Paolo (V, TI), per la commissione: Come il collega Leo Müller ha detto in precedenza, i relatori di commissione hanno ampiamente esposto le ragioni per e contro il presente oggetto. Pertanto vorremmo ora limitarci a comunicarvi i rapporti di forza verificatosi in commissione, il che ha una certa rilevanza rispettivamente per gli atti e il Bollettino ufficiale.

Le richieste contenute ora nelle proposte di minoranza erano già state avanzate nel quadro di proposte analoghe nella Commissione dell'economia e dei tributi ed ottennero i risultati seguenti: la minoranza I (Widmer Céline) è stata rigettata con 17 voti contro 8 e 0 astensione. La minoranza II (Bendahan) è stata rigettata con 17 voti contro 8 e 0 astensione. La minoranza III (Amoos) è stata rigettata con 18 voti contro 7 e 0 astensione. Infine, la minoranza IV (Ryser) è stata rigettata con 17 voti contro 8 e 0 astensione.

Pour ce qui concerne l'initiative, c'est-à-dire l'article 2 du projet 1, la Commission de l'économie et des redevances de notre conseil vous propose de recommander le rejet de l'initiative, par 17 voix contre 8.

### **1. Bundesbeschluss über die Volksinitiative "Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)"**

#### **1. Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire fédérale "Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)"**

*Eintreten ist obligatorisch*

*L'entrée en matière est acquise de plein droit*

*Detailberatung – Discussion par article*

#### **Titel und Ingress, Art. 1**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### **Titre et préambule, art. 1**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

**Präsidentin** (Riniker Maja, Präsidentin): Bevor wir über die Abstimmungsempfehlung in Artikel 2 befinden können, beraten wir Vorlage 2, den direkten Gegenentwurf.

### **2. Bundesbeschluss über eine steuerlich gerecht finanzierte Klimapolitik (Gegenentwurf zur Volksinitiative "Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)")**

#### **2. Arrêté fédéral relatif à une politique climatique financée par l'impôt de manière juste (Contre-projet à l'initiative populaire "Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)")**

*Antrag der Mehrheit*

Nichteintreten



*Antrag der Minderheit I*

(Widmer Céline, Amoos, Bendahan, Mahaim, Roth David, Ryser, Wermuth)

*Titel*

Bundesbeschluss über eine steuerlich gerecht finanzierte Klimapolitik (Gegenentwurf zur Volksinitiative "Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)" vom ...

*Ingress*

Die Bundesversammlung der Schweizerischen Eidgenossenschaft, gestützt auf Artikel 139 Absatz 5 der Bundesverfassung, nach Prüfung der am 8. Februar 2024 eingereichten Volksinitiative "Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)", nach Einsicht in die Botschaft des Bundesrates vom 13. Dezember 2024, beschliesst:

*Ziff. I Einleitung*

Die Bundesverfassung wird wie folgt geändert:

*Ziff. I Art. 129a Titel*

Zukunftssteuer

*Ziff. I Art. 129a Abs. 1*

Der Bund erhebt zum Aufbau und Erhalt einer lebenswerten Zukunft eine Steuer auf das Vermögen von natürlichen Personen.

*Ziff. I Art. 129a Abs. 2*

Der Bund und die Kantone verwenden den Rohertrag der Steuer zur sozial gerechten Bekämpfung der Klimakrise sowie für den dafür notwendigen Umbau der Gesamtwirtschaft.

*Ziff. I Art. 129a Abs. 3*

Die Steuer wird von den Kantonen veranlagt und eingezogen. Der Rohertrag der Steuer fliesst zu zwei Dritteln dem Bund und zu einem Drittel den Kantonen zu. Die Kompetenz

AB 2025 N 416 / BO 2025 N 416

der Kantone, eine Erbschafts- und Schenkungssteuer zu erheben, bleibt unberührt.

*Ziff. I Art. 129a Abs. 4*

Der Steuersatz beträgt 1 Prozent. Nicht besteuert wird ein Freibetrag von 50 Millionen Franken. Die Besteuerung erfolgt, sobald der Freibetrag überschritten ist.

*Ziff. I Art. 129a Abs. 5*

Der Bundesrat passt den Freibetrag periodisch der Teuerung an.

*Ziff. I Art. 197 Ziff. 15 Titel*

15. Übergangsbestimmungen zu Artikel 129a (Zukunftssteuer)

*Ziff. I Art. 197 Ziff. 15 Abs. 1*

Der Bund und die Kantone erlassen Ausführungsbestimmungen über die Verwendung des Rohertrags zur Unterstützung des sozial gerechten, ökologischen Umbaus der Gesamtwirtschaft, insbesondere in den Bereichen der Arbeit, des Wohnens und der öffentlichen Dienstleistungen.

*Ziff. I Art. 197 Ziff. 15 Abs. 2*

Bis zum Inkrafttreten der gesetzlichen Ausführungsbestimmungen erlässt der Bundesrat innert drei Jahren nach Annahme von Artikel 129a durch Volk und Stände die Ausführungsbestimmungen per Verordnung. Die Ausführungsbestimmungen finden auf Nachlässe und Schenkungen, die nach der Annahme von Artikel 129a ausgerichtet werden, rückwirkend Anwendung.

*Ziff. II*

Dieser Gegenentwurf wird Volk und Ständen zur Abstimmung unterbreitet. Sofern die Volksinitiative "Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)" nicht zurückgezogen wird, wird er zusammen mit der Volksinitiative nach dem Verfahren gemäss Artikel 139b der Bundesverfassung Volk und Ständen zur Abstimmung unterbreitet.

*Antrag der Minderheit II*

(Bendahan, Amoos, Mahaim, Roth David, Ryser, Wermuth, Widmer Céline)

*Titel*

Bundesbeschluss über eine steuerlich gerecht finanzierte Klimapolitik (Gegenentwurf zur Volksinitiative "Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)" vom ...

*Ingress*

Die Bundesversammlung der Schweizerischen Eidgenossenschaft, gestützt auf Artikel 139 Absatz 5 der Bundesverfassung, nach Prüfung der am 8. Februar 2024 eingereichten Volksinitiative "Für eine soziale Klimapolitik



– steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)", nach Einsicht in die Botschaft des Bundesrates vom 13. Dezember 2024, beschliesst:

*Ziff. I Einleitung*

Die Bundesverfassung wird wie folgt geändert:

*Ziff. I Art. 129a Titel*

Zukunftssteuer

*Ziff. I Art. 129a Abs. 1*

Der Bund besteuert zum Aufbau und Erhalt einer lebenswerten Zukunft den Nachlass und die Schenkungen von natürlichen Personen.

*Ziff. I Art. 129a Abs. 2*

Der Bund und die Kantone verwenden den Rohertrag der Steuer zur sozial gerechten Bekämpfung der Klimakrise sowie für den dafür notwendigen Umbau der Gesamtwirtschaft.

*Ziff. I Art. 129a Abs. 3*

Die Steuer wird von den Kantonen nach demselben Verfahren veranlagt und eingezogen wie die direkte Bundessteuer. Der Rohertrag der Steuer fliesst zu zwei Dritteln dem Bund und zu einem Drittel den Kantonen zu. Die Kompetenz der Kantone, eine Erbschafts- und Schenkungssteuer zu erheben, bleibt unberührt.

*Ziff. I Art. 129a Abs. 4*

Die erhaltenen Nachlässe und Schenkungen werden dem Einkommen, das für die Erhebung der direkten Bundessteuer im Sinne von Artikel 128 Absatz 1 massgeblich ist, angerechnet. Ein Betrag, der höchstens dem Gesamteinkommen der hinterlassenden oder schenkenden Person entspricht und für den diese Person bereits die direkte Bundessteuer entrichtet hat, kann der empfangenden Person steuerfrei hinterlassen oder geschenkt werden. Auf jeden Fall gilt ein Freibetrag von mindestens 2 Millionen Franken für die Summe des Nachlasses und aller Schenkungen. Eine Besteuerung erfolgt erst ab Überschreiten dieses Freibetrags oder des steuerfreien Betrags.

*Ziff. I Art. 129a Abs. 5*

Der Bundesrat passt den Freibetrag periodisch der Teuerung an.

*Ziff. I Art. 197 Ziff. 15 Titel*

15. Übergangsbestimmungen zu Artikel 129a (Zukunftssteuer)

*Ziff. I Art. 197 Ziff. 15 Abs. 1*

Der Bund und die Kantone erlassen Ausführungsbestimmungen über:

- a. die Verhinderung von Steuervermeidung, insbesondere in Bezug auf den Wegzug aus der Schweiz, die Pflicht zur Aufzeichnung von Schenkungen und die lückenlose Besteuerung;
- b. die Verwendung des Rohertrags zur Unterstützung des sozial gerechten, ökologischen Umbaus der Gesamtwirtschaft, insbesondere in den Bereichen der Arbeit, des Wohnens und der öffentlichen Dienstleistungen.

*Ziff. I Art. 197 Ziff. 15 Abs. 2*

Bis zum Inkrafttreten der gesetzlichen Ausführungsbestimmungen erlässt der Bundesrat innert drei Jahren nach Annahme von Artikel 129a durch Volk und Stände die Ausführungsbestimmungen per Verordnung. Die Ausführungsbestimmungen finden auf Nachlässe und Schenkungen, die nach der Annahme von Artikel 129a ausgerichtet werden, rückwirkend Anwendung.

*Ziff. II*

Dieser Gegenentwurf wird Volk und Ständen zur Abstimmung unterbreitet. Sofern die Volksinitiative "Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)" nicht zurückgezogen wird, wird er zusammen mit der Volksinitiative nach dem Verfahren gemäss Artikel 139b der Bundesverfassung Volk und Ständen zur Abstimmung unterbreitet.

*Antrag der Minderheit III*

(Amoos, Bendahan, Mahaim, Roth David, Ryser, Wermuth, Widmer Céline)

*Titel*

Bundesbeschluss über eine steuerlich gerecht finanzierte Klimapolitik (Gegenentwurf zur Volksinitiative "Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)" vom ...

*Ingress*

Die Bundesversammlung der Schweizerischen Eidgenossenschaft, gestützt auf Artikel 139 Absatz 5 der Bundesverfassung, nach Prüfung der am 8. Februar 2024 eingereichten Volksinitiative "Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)", nach Einsicht in die Botschaft des Bundesrates vom 13. Dezember 2024, beschliesst:



*Ziff. I Einleitung*

Die Bundesverfassung wird wie folgt geändert:

*Ziff. I Art. 129a Titel*

Zukunftssteuer

*Ziff. I Art. 129a Abs. 1*

Der Bund erhebt zum Aufbau und Erhalt einer lebenswerten Zukunft eine Steuer auf dem Nachlass und den Schenkungen von natürlichen Personen.

*Ziff. I Art. 129a Abs. 2*

Der Bund und die Kantone verwenden den Rohertrag der Steuer zur sozial gerechten Bekämpfung der Klimakrise sowie für den dafür notwendigen Umbau der Gesamtwirtschaft.

*Ziff. I Art. 129a Abs. 3*

Die Steuer wird von den Kantonen veranlagt und eingezogen. Der Rohertrag der Steuer fliesst zu zwei Dritteln dem Bund und zu einem Drittel den Kantonen zu. Die Kompetenz der Kantone, eine Erbschafts- und Schenkungssteuer zu erheben, bleibt unberührt.

AB 2025 N 417 / BO 2025 N 417

*Ziff. I Art. 129a Abs. 4*

Der Steuersatz beträgt 25 Prozent. Nicht besteuert wird ein einmaliger Freibetrag von 50 Millionen Franken auf der Summe des Nachlasses und aller Schenkungen. Die Besteuerung erfolgt, sobald der Freibetrag überschritten ist.

*Ziff. I Art. 129a Abs. 5*

Der Bundesrat passt den Freibetrag periodisch der Teuerung an.

*Ziff. I Art. 197 Ziff. 15 Titel*

15. Übergangsbestimmungen zu Artikel 129a (Zukunftssteuer)

*Ziff. I Art. 197 Ziff. 15 Abs. 1*

Der Bund und die Kantone erlassen Ausführungsbestimmungen über:

- a. die Verhinderung von Steuervermeidung, insbesondere in Bezug auf den Wegzug aus der Schweiz, die Pflicht zur Aufzeichnung von Schenkungen und die lückenlose Besteuerung;
- b. die Verwendung des Rohertrags zur Unterstützung des sozial gerechten, ökologischen Umbaus der Gesamtwirtschaft, insbesondere in den Bereichen der Arbeit, des Wohnens und der öffentlichen Dienstleistungen.

*Ziff. I Art. 197 Ziff. 15 Abs. 2*

Bis zum Inkrafttreten der gesetzlichen Ausführungsbestimmungen erlässt der Bundesrat innert drei Jahren nach Annahme von Artikel 129a durch Volk und Stände die Ausführungsbestimmungen per Verordnung. Die Ausführungsbestimmungen finden auf Nachlässe und Schenkungen, die nach der Annahme von Artikel 129a ausgerichtet werden, rückwirkend Anwendung.

*Ziff. II*

Dieser Gegenentwurf wird Volk und Ständen zur Abstimmung unterbreitet. Sofern die Volksinitiative "Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)" nicht zurückgezogen wird, wird er zusammen mit der Volksinitiative nach dem Verfahren gemäss Artikel 139b der Bundesverfassung Volk und Ständen zur Abstimmung unterbreitet.

*Antrag der Minderheit IV*

(Ryser, Amoos, Bendahan, Mahaim, Roth David, Wermuth, Widmer Céline)

*Titel*

Bundesbeschluss über eine steuerlich gerecht finanzierte Klimapolitik (Gegenentwurf zur Volksinitiative "Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)" vom ...

*Ingress*

Die Bundesversammlung der Schweizerischen Eidgenossenschaft, gestützt auf Artikel 139 Absatz 5 der Bundesverfassung, nach Prüfung der am 8. Februar 2024 eingereichten Volksinitiative "Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)", nach Einsicht in die Botschaft des Bundesrates vom 13. Dezember 2024, beschliesst:

*Ziff. I Einleitung*

Die Bundesverfassung wird wie folgt geändert:

*Ziff. I Art. 129a Titel*

Zukunftssteuer



*Ziff. I Art. 129a Abs. 1*

Der Bund erhebt zum Aufbau und Erhalt einer lebenswerten Zukunft eine Steuer auf dem Nachlass und den Schenkungen von natürlichen Personen.

*Ziff. I Art. 129a Abs. 2*

Der Bund und die Kantone verwenden den Rohertrag der Steuer zur sozial gerechten Bekämpfung der Klimakrise sowie für den dafür notwendigen Umbau der Gesamtwirtschaft.

*Ziff. I Art. 129a Abs. 3*

Die Steuer wird von den Kantonen veranlagt und eingezogen. Der Rohertrag der Steuer fliesst zu zwei Dritteln dem Bund und zu einem Drittel den Kantonen zu. Die Kompetenz der Kantone, eine Erbschafts- und Schenkungssteuer zu erheben, bleibt unberührt.

*Ziff. I Art. 129a Abs. 4*

Der Steuersatz beträgt 5 Prozent. Nicht besteuert wird ein einmaliger Freibetrag von 5 Millionen Franken auf der Summe des Nachlasses und aller Schenkungen. Die Besteuerung erfolgt, sobald der Freibetrag überschritten ist.

*Ziff. I Art. 129a Abs. 5*

Der Bundesrat passt den Freibetrag periodisch der Teuerung an.

*Ziff. I Art. 197 Ziff. 15 Titel*

15. Übergangsbestimmungen zu Artikel 129a (Zukunftssteuer)

*Ziff. I Art. 197 Ziff. 15 Abs. 1*

Der Bund und die Kantone erlassen Ausführungsbestimmungen über:

- a. die Verhinderung von Steuervermeidung, insbesondere in Bezug auf den Wegzug aus der Schweiz, die Pflicht zur Aufzeichnung von Schenkungen und die lückenlose Besteuerung;
- b. die Verwendung des Rohertrags zur Unterstützung des sozial gerechten, ökologischen Umbaus der Gesamtwirtschaft, insbesondere in den Bereichen der Arbeit, des Wohnens und der öffentlichen Dienstleistungen.

*Ziff. I Art. 197 Ziff. 15 Abs. 2*

Bis zum Inkrafttreten der gesetzlichen Ausführungsbestimmungen erlässt der Bundesrat innert drei Jahren nach Annahme von Artikel 129a durch Volk und Stände die Ausführungsbestimmungen per Verordnung. Die Ausführungsbestimmungen finden auf Nachlässe und Schenkungen, die nach der Annahme von Artikel 129a ausgerichtet werden, rückwirkend Anwendung.

*Ziff. II*

Dieser Gegenentwurf wird Volk und Ständen zur Abstimmung unterbreitet. Sofern die Volksinitiative "Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)" nicht zurückgezogen wird, wird er zusammen mit der Volksinitiative nach dem Verfahren gemäss Artikel 139b der Bundesverfassung Volk und Ständen zur Abstimmung unterbreitet.

*Proposition de la majorité*

Ne pas entrer en matière

*Proposition de la minorité I*

(Widmer Céline, Amoos, Bendahan, Mahaim, Roth David, Ryser, Wermuth)

*Titre*

Arrêté fédéral relatif à une politique climatique financée par l'impôt de manière juste (Contre-projet à l'initiative populaire "Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)" du ...

*Préambule*

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu l'article 139 alinéa 5 de la Constitution, vu l'initiative populaire fédérale "Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)" déposée le 8 février 2024, vu le message du Conseil fédéral du 13 décembre 2024, arrête:

*Ch. I introduction*

La Constitution est modifiée comme suit:

*Ch. I art. 129a titre*

Impôt pour l'avenir

*Ch. I art. 129a al. 1*

La Confédération perçoit un impôt sur la fortune des personnes physiques en vue de construire et préserver un avenir digne d'être vécu.

*Ch. I art. 129a al. 2*

La Confédération et les cantons utilisent le produit brut de l'impôt pour lutter contre la crise climatique de manière socialement juste et pour permettre la transformation de l'ensemble de l'économie nécessaire à cet objectif.

*Ch. I art. 129a al. 3*

L'impôt est fixé et levé par les cantons. Son produit brut revient pour deux tiers à la Confédération et pour un tiers aux cantons. La compétence qu'ont les cantons de percevoir un impôt sur les successions et les donations n'est pas affectée.

*Ch. I art. 129a al. 4*

Le taux d'imposition est de 1 pour cent. Une franchise de 50 millions est exonérée. L'imposition commence dès que la franchise est dépassée.

AB 2025 N 418 / BO 2025 N 418

*Ch. I art. 129a al. 5*

Le Conseil fédéral adapte périodiquement la franchise au renchérissement.

*Ch. I art. 197 ch. 15 titre*

15. Dispositions transitoires ad article 129a (Impôt pour l'avenir)

*Ch. I art. 197 ch. 15 al. 1*

La Confédération et les cantons édictent des dispositions d'exécution sur l'utilisation du produit brut de l'impôt pour soutenir la transformation écologique et socialement juste de l'ensemble de l'économie, en particulier dans les domaines du travail, du logement et des services publics.

*Ch. I art. 197 ch. 15 al. 2*

D'ici l'entrée en vigueur des dispositions d'exécution législatives, le Conseil fédéral édicte des dispositions d'exécution par voie d'ordonnance dans les trois ans qui suivent l'acceptation de l'article 129a par le peuple et les cantons. Les dispositions d'exécution s'appliquent rétroactivement aux successions et donations survenues après l'acceptation de l'article 129a.

*Ch. II*

Le présent contre-projet sera soumis au vote du peuple et des cantons. Il sera soumis au vote en même temps que l'initiative populaire "Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)", si cette initiative n'est pas retirée, selon la procédure prévue à l'article 139b de la Constitution.

*Proposition de la minorité II*

(Bendahan, Amoos, Mahaim, Roth David, Ryser, Wermuth, Widmer Céline)

*Titre*

Arrêté fédéral relatif à une politique climatique financée par l'impôt de manière juste (Contre-projet à l'initiative populaire "Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)")

*Préambule*

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu l'article 139 alinéa 5 de la Constitution, vu l'initiative populaire fédérale "Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)" déposée le 8 février 2024, vu le message du Conseil fédéral du 13 décembre 2024, arrête:

*Ch. I introduction*

La Constitution est modifiée comme suit:

*Ch. I art. 129a titre*

Impôt pour l'avenir

*Ch. I art. 129a al. 1*

La Confédération impose les successions et les donations des personnes physiques en vue de construire et préserver un avenir digne d'être vécu.

*Ch. I art. 129a al. 2*

La Confédération et les cantons utilisent le produit brut de l'impôt pour lutter contre la crise climatique de manière socialement juste et pour permettre la transformation de l'ensemble de l'économie nécessaire à cet objectif.

*Ch. I art. 129a al. 3*

L'impôt est fixé et levé par les cantons, par le même processus que le prélèvement de l'impôt fédéral direct. Son produit brut revient pour deux tiers à la Confédération et pour un tiers aux cantons. La compétence qu'ont les cantons de percevoir un impôt sur les successions et les donations n'est pas affectée.



*Ch. I art. 129a al. 4*

Les successions et donations reçues sont ajoutés au revenu déterminant pour le prélèvement de l'impôt fédéral direct au sens de l'article 128 alinéa 1. Un montant allant jusqu'à la totalité des revenus de la personne transmettant la succession ou la donation pour lesquels cette personne a déjà été imposée au titre de l'impôt fédéral direct peut être transmise sans être imposée pour la personne bénéficiaire. Dans tous les cas, au minimum 2 millions de francs sont exonérés sur la somme de la succession et de toutes les donations et l'imposition ne commence que dès que la franchise ou la partie exonérée est dépassée.

*Ch. I art. 129a al. 5*

Le Conseil fédéral adapte périodiquement la franchise au renchérissement.

*Ch. I art. 197 ch. 15 titre*

15. Dispositions transitoires ad article 129a (Impôt pour l'avenir)

*Ch. I art. 197 ch. 15 al. 1*

La Confédération et les cantons édictent des dispositions d'exécution sur:

- a. la prévention de l'évitement fiscal, en particulier en ce qui concerne les départs de Suisse, l'obligation d'enregistrer les donations et l'exhaustivité de l'imposition;
- b. l'utilisation du produit brut de l'impôt pour soutenir la transformation écologique et socialement juste de l'ensemble de l'économie, en particulier dans les domaines du travail, du logement et des services publics.

*Ch. I art. 197 ch. 15 al. 2*

D'ici l'entrée en vigueur des dispositions d'exécution législatives, le Conseil fédéral édicte des dispositions d'exécution par voie d'ordonnance dans les trois ans qui suivent l'acceptation de l'article 129a par le peuple et les cantons. Les dispositions d'exécution s'appliquent rétroactivement aux successions et donations survenues après l'acceptation de l'article 129a.

*Ch. II*

Le présent contre-projet sera soumis au vote du peuple et des cantons. Il sera soumis au vote en même temps que l'initiative populaire "Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)", si cette initiative n'est pas retirée, selon la procédure prévue à l'article 139b de la Constitution.

*Proposition de la minorité III*

(Amoos, Bendahan, Mahaim, Roth David, Ryser, Wermuth, Widmer Céline)

*Titre*

Arrêté fédéral relatif à une politique climatique financée par l'impôt de manière juste (Contre-projet à l'initiative populaire "Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)" du ...

*Préambule*

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu l'article 139 alinéa 5 de la Constitution, vu l'initiative populaire fédérale "Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)" déposée le 8 février 2024, vu le message du Conseil fédéral du 13 décembre 2024, arrête:

*Ch. I introduction*

La Constitution est modifiée comme suit:

*Ch. I art. 129a titre*

Impôt pour l'avenir

*Ch. I art. 129a al. 1*

La Confédération perçoit un impôt sur les successions et les donations des personnes physiques en vue de construire et préserver un avenir digne d'être vécu.

*Ch. I art. 129a al. 2*

La Confédération et les cantons utilisent le produit brut de l'impôt pour lutter contre la crise climatique de manière socialement juste et pour permettre la transformation de l'ensemble de l'économie nécessaire à cet objectif.

*Ch. I art. 129a al. 3*

L'impôt est fixé et levé par les cantons. Son produit brut revient pour deux tiers à la Confédération et pour un tiers aux cantons. La compétence qu'ont les cantons de percevoir un impôt sur les successions et les donations n'est pas affectée.

*Ch. I art. 129a al. 4*

Le taux d'imposition est de 25 pour cent. Une franchise unique de 50 millions est exonérée sur la somme de la succession et de toutes les donations. L'imposition commence dès que la franchise est dépassée.



*Ch. I art. 129a al. 5*

Le Conseil fédéral adapte périodiquement la franchise au renchérissement.

*Ch. I art. 197 ch. 15 titre*

15. Dispositions transitoires ad article 129a (Impôt pour l'avenir)

AB 2025 N 419 / BO 2025 N 419

*Ch. I art. 197 ch. 15 al. 1*

La Confédération et les cantons édictent des dispositions d'exécution sur:

- a. la prévention de l'évitement fiscal, en particulier en ce qui concerne les départs de Suisse, l'obligation d'enregistrer les donations et l'exhaustivité de l'imposition;
- b. l'utilisation du produit brut de l'impôt pour soutenir la transformation écologique et socialement juste de l'ensemble de l'économie, en particulier dans les domaines du travail, du logement et des services publics.

*Ch. I art. 197 ch. 15 al. 2*

D'ici l'entrée en vigueur des dispositions d'exécution législatives, le Conseil fédéral édicte des dispositions d'exécution par voie d'ordonnance dans les trois ans qui suivent l'acceptation de l'article 129a par le peuple et les cantons. Les dispositions d'exécution s'appliquent rétroactivement aux successions et donations survenues après l'acceptation de l'article 129a.

*Ch. II*

Le présent contre-projet sera soumis au vote du peuple et des cantons. Il sera soumis au vote en même temps que l'initiative populaire "Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)", si cette initiative n'est pas retirée, selon la procédure prévue à l'article 139b de la Constitution.

*Proposition de la minorité IV*

(Ryser, Amoos, Bendahan, Mahaim, Roth David, Wermuth, Widmer Céline)

*Titre*

Arrêté fédéral relatif à une politique climatique financée par l'impôt de manière juste (Contre-projet à l'initiative populaire "Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)" du ...

*Préambule*

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu l'article 139 alinéa 5 de la Constitution, vu l'initiative populaire fédérale "Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)" déposée le 8 février 2024, vu le message du Conseil fédéral du 13 décembre 2024, arrête:

*Ch. I introduction*

La Constitution est modifiée comme suit:

*Ch. I art. 129a titre*

Impôt pour l'avenir

*Ch. I art. 129a al. 1*

La Confédération perçoit un impôt sur les successions et les donations des personnes physiques en vue de construire et préserver un avenir digne d'être vécu.

*Ch. I art. 129a al. 2*

La Confédération et les cantons utilisent le produit brut de l'impôt pour lutter contre la crise climatique de manière socialement juste et pour permettre la transformation de l'ensemble de l'économie nécessaire à cet objectif.

*Ch. I art. 129a al. 3*

L'impôt est fixé et levé par les cantons. Son produit brut revient pour deux tiers à la Confédération et pour un tiers aux cantons. La compétence qu'ont les cantons de percevoir un impôt sur les successions et les donations n'est pas affectée.

*Ch. I art. 129a al. 4*

Le taux d'imposition est de 5 pour cent. Une franchise unique de 5 millions est exonérée sur la somme de la succession et de toutes les donations. L'imposition commence dès que la franchise est dépassée.

*Ch. I art. 129a al. 5*

Le Conseil fédéral adapte périodiquement la franchise au renchérissement.

*Ch. I art. 197 ch. 15 titre*

15. Dispositions transitoires ad article 129a (Impôt pour l'avenir)

*Ch. I art. 197 ch. 15 al. 1*

La Confédération et les cantons édictent des dispositions d'exécution sur:



a. la prévention de l'évitement fiscal, en particulier en ce qui concerne les départs de Suisse, l'obligation d'enregistrer les donations et l'exhaustivité de l'imposition;

b. l'utilisation du produit brut de l'impôt pour soutenir la transformation écologique et socialement juste de l'ensemble de l'économie, en particulier dans les domaines du travail, du logement et des services publics.

*Ch. I art. 197 ch. 15 al. 2*

D'ici l'entrée en vigueur des dispositions d'exécution législatives, le Conseil fédéral édicte des dispositions d'exécution par voie d'ordonnance dans les trois ans qui suivent l'acceptation de l'article 129a par le peuple et les cantons. Les dispositions d'exécution s'appliquent rétroactivement aux successions et donations survenues après l'acceptation de l'article 129a.

*Ch. II*

Le présent contre-projet sera soumis au vote du peuple et des cantons. Il sera soumis au vote en même temps que l'initiative populaire "Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)", si cette initiative n'est pas retirée, selon la procédure prévue à l'article 139b de la Constitution.

**Präsidentin** (Riniker Maja, Präsidentin): Wir stimmen über den Nichteintretensantrag der Mehrheit ab.

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 24.082/30389)

Für Eintreten ... 61 Stimmen

Dagegen ... 128 Stimmen

(0 Enthaltungen)

**Präsidentin** (Riniker Maja, Präsidentin): Sie haben Nichteintreten auf den direkten Gegenentwurf beschlossen. Die Anträge der Minderheiten I bis IV entfallen somit. Wir fahren mit der Beratung von Artikel 2 fort.

## **1. Bundesbeschluss über die Volksinitiative "Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)"**

### **1. Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire fédérale "Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)"**

#### **Art. 2**

*Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Antrag der Minderheit I*

(Widmer Céline, Amoos, Bendahan, Mahaim, Roth David, Ryser, Wermuth)

*Abs. 1*

Sofern die Volksinitiative nicht zurückgezogen wird, wird sie zusammen mit dem Gegenentwurf "Bundesbeschluss über eine steuerlich gerecht finanzierte Klimapolitik" Volk und Ständen nach dem Verfahren gemäss Artikel 139b der Bundesverfassung zur Abstimmung unterbreitet.

*Abs. 2*

Die Bundesversammlung empfiehlt Volk und Ständen, die Initiative und den Gegenentwurf anzunehmen und den Gegenentwurf in der Stichfrage vorzuziehen.

*Antrag der Minderheit II*

(Bendahan, Amoos, Mahaim, Roth David, Ryser, Wermuth, Widmer Céline)

*Abs. 1*

Sofern die Volksinitiative nicht zurückgezogen wird, wird sie zusammen mit dem Gegenentwurf "Bundesbeschluss über eine steuerlich gerecht finanzierte Klimapolitik" Volk und Ständen nach dem Verfahren gemäss Artikel 139b der Bundesverfassung zur Abstimmung unterbreitet.

*Abs. 2*

Die Bundesversammlung empfiehlt Volk und Ständen, die Initiative und den Gegenentwurf anzunehmen und den Gegenentwurf in der Stichfrage vorzuziehen.



*Antrag der Minderheit III*

(Amoos, Bendahan, Mahaim, Roth David, Ryser, Wermuth, Widmer Céline)

*Abs. 1*

Sofern die Volksinitiative nicht zurückgezogen wird, wird sie zusammen mit dem Gegenentwurf "Bundesbeschluss über eine steuerlich gerecht finanzierte Klimapolitik" Volk und Ständen nach dem Verfahren gemäss Artikel 139b der Bundesverfassung zur Abstimmung unterbreitet.

*Abs. 2*

Die Bundesversammlung empfiehlt Volk und Ständen, die Initiative und den Gegenentwurf anzunehmen und den Gegenentwurf in der Stichfrage vorzuziehen.

*Antrag der Minderheit IV*

(Ryser, Amoos, Bendahan, Mahaim, Roth David, Wermuth, Widmer Céline)

*Abs. 1*

Sofern die Volksinitiative nicht zurückgezogen wird, wird sie zusammen mit dem Gegenentwurf "Bundesbeschluss über eine steuerlich gerecht finanzierte Klimapolitik" Volk und Ständen nach dem Verfahren gemäss Artikel 139b der Bundesverfassung zur Abstimmung unterbreitet.

*Abs. 2*

Die Bundesversammlung empfiehlt Volk und Ständen, die Initiative abzulehnen und den Gegenentwurf anzunehmen.

*Antrag der Minderheit V*

(Wermuth, Amoos, Bendahan, Mahaim, Roth David, Ryser, Widmer Céline)

Die Bundesversammlung empfiehlt Volk und Ständen, die Initiative anzunehmen.

**Art. 2**

*Proposition de la majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Proposition de la minorité I*

(Widmer Céline, Amoos, Bendahan, Mahaim, Roth David, Ryser, Wermuth)

*Al. 1*

Si l'initiative populaire n'est pas retirée, elle sera soumise au vote du peuple et des cantons en même temps que le contre-projet (arrêté fédéral relatif à une politique climatique financée par l'impôt de manière juste), selon la procédure prévue à l'article 139b de la Constitution.

*Al. 2*

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons d'accepter l'initiative et le contre-projet, et de donner la préférence au contre-projet en réponse à la question subsidiaire.

*Proposition de la minorité II*

(Bendahan, Amoos, Mahaim, Roth David, Ryser, Wermuth, Widmer Céline)

*Al. 1*

Si l'initiative populaire n'est pas retirée, elle sera soumise au vote du peuple et des cantons en même temps que le contre-projet (arrêté fédéral relatif à une politique climatique financée par l'impôt de manière juste), selon la procédure prévue à l'article 139b de la Constitution.

*Al. 2*

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons d'accepter l'initiative et le contre-projet, et de donner la préférence au contre-projet en réponse à la question subsidiaire.

*Proposition de la minorité III*

(Amoos, Bendahan, Mahaim, Roth David, Ryser, Wermuth, Widmer Céline)

*Al. 1*

Si l'initiative populaire n'est pas retirée, elle sera soumise au vote du peuple et des cantons en même temps que le contre-projet (arrêté fédéral relatif à une politique climatique financée par l'impôt de manière juste), selon la procédure prévue à l'art. 139b de la Constitution.



Al. 2

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons d'accepter l'initiative et le contre-projet, et de donner la préférence au contre-projet en réponse à la question subsidiaire.

*Proposition de la minorité IV*

(Ryser, Amoos, Bendahan, Mahaim, Roth David, Wermuth, Widmer Céline)

Al. 1

Si l'initiative populaire n'est pas retirée, elle sera soumise au vote du peuple et des cantons en même temps que le contre-projet (arrêté fédéral relatif à une politique climatique financée par l'impôt de manière juste), selon la procédure prévue à l'article 139b de la Constitution.

Al. 2

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative et d'accepter le contre-projet.

*Proposition de la minorité V*

(Wermuth, Amoos, Bendahan, Mahaim, Roth David, Ryser, Widmer Céline)

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons d'accepter l'initiative.

**Präsidentin** (Riniker Maja, Präsidentin): Die Anträge der Minderheiten I bis IV wurden bei der Abstimmung über Eintreten auf Vorlage 2 abgelehnt.

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 24.082/30388)

Für den Antrag der Mehrheit ... 132 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit V ... 49 Stimmen

(8 Enthaltungen)

**Präsidentin** (Riniker Maja, Präsidentin): Da Eintreten auf Vorlage 1 obligatorisch ist, findet keine Gesamtabstimmung statt. Das Geschäft geht an den Ständerat.

*Schluss der Sitzung um 12.40 Uhr*

*La séance est levée à 12 h 40*

AB 2025 N 421 / BO 2025 N 421